

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

---

DE

# LA SANCTION CIVILE

DU

# DROIT AU NOM

---

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Sciences Juridiques)

*Présentée et soutenue le Mardi 25 Janvier 1921, à 3 heures 1/2*

PAR

**FABIEN MACCARIO**

AVOCAT A LA COUR D'APPEL DE PARIS

---

*Président : M. PIEDELIÈVRE, professeur*

*Suffragants : MM. LÉVY-ULLMANN, professeur*  
*LACOUR, agrégé.*

---

LIBRAIRIE

DE LA SOCIÉTÉ DUC

**RECUEIL SIREY**

ANNE MON LAROSE & FORCEL

**LÉON TENIN, Directeur**

22, rue Soufflot, PARIS, 5<sup>e</sup>

1921



**THÈSE**  
**POUR LE DOCTORAT**

---

**La Faculté n'entend donner aucune approbation ni  
improbation aux opinions émises dans les thèses ;  
ces opinions doivent être considérées comme propres  
à leurs auteurs.**

---

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

---

DE  
**LA SANCTION CIVILE**  
DU  
**DROIT AU NOM**

---

**THÈSE POUR LE DOCTORAT**

(Sciences Juridiques)

*Présentée et soutenue le Mardi 25 Janvier 1921, à 3 heures 1/2*



PAR

**FABIEN MACCARIO**

AVOCAT A LA COUR D'APPEL DE PARIS

---

*Président : M. PIEDELIÈVRE, professeur*

*Suffrageants* { *MM. LÉVY-ULLMANN, professeur*  
*LACOUR, agrégé*

---

**LIBRAIRIE**

DE LA SOCIÉTÉ DU

**RECUEIL SIREY**

ANNO MON LAROSE & FORCEL

**LÉON TENIN, Directeur**

22, rue Soufflot, PARIS, 5<sup>e</sup>

---

1921

THE BATHING MACHINE

THE BATHING MACHINE

THE BATHING MACHINE

THE BATHING MACHINE

THE BATHING MACHINE

THE BATHING MACHINE

THE BATHING MACHINE

THE BATHING MACHINE

## INTRODUCTION

Toutes les questions nombreuses et variées qu'offre la matière du nom ne sauraient trouver leur place dans un cadre aussi restreint que le nôtre. Nous nous sommes simplement proposé d'exposer les règles suivant lesquelles semble devoir s'exercer en justice ce droit un peu spécial, non défini par la loi, mais cependant difficilement contestable, qu'on appelle le droit au nom.

De remarquables ouvrages ont, ces dernières années, dégagé d'une façon définitive la nature véritable, si longtemps incertaine, de ce droit que quelques autres auteurs, forts du silence des textes, persistent encore à nier. Leur dénégation a contre elle deux arguments, l'un philosophique, l'autre social.

Le premier est que les droits sont multiples et que la loi ne saurait les énumérer tous ; du Droit, mobile comme la vie et s'accroissant chaque jour de nou-

vêlles découvertes en même temps que des aspirations naturelles s'affirment chez l'homme, apparaissent des droits insoupçonnés jusqu'alors, mais que des sentiments élevés, par une étude plus approfondie et judicieuse, font jaillir successivement.

Le deuxième, social, est celui que nous développerons dans cet ouvrage et que fournit surabondamment la jurisprudence qui, parce qu'elle connaît les réalités humaines dans son œuvre pratique et équitable, s'approche peut-être le plus de la vérité juridique. La fonction créatrice de droit de la jurisprudence n'est guère niée et, à notre égard, la foule de ses décisions apporte des matériaux considérables et d'une solidité plus que séculaire pour étayer la construction moderne d'une théorie du droit au nom.

Cet édifice fait du reste partie d'un groupe important qui comprend tous les droits de la personnalité dont le nôtre, s'il n'est le plus considérable, constitue cependant le premier échelon dans leur longue échelle.

De la personnalité, en effet, le nom est la première expression, la plus exacte et la plus brève. Il suffit à évoquer l'individu dans la pensée de ses semblables, avec ses qualités, ses défauts, ses actes, son milieu, sa race. Il répond avant tout à une obli-

gation sociale ; dans l'état primitif de la société, il n'est qu'une simple étiquette : une nécessité et une facilité. Mais cette comparaison doit cesser au fur et à mesure qu'on avance dans la civilisation ; le nom acquiert alors une valeur et une signification plus grandes par le développement de la personnalité. Son but primitif devenu insuffisant, le système de dénomination se complique dans la recherche d'une définition plus parfaite de l'individu.

Nous ne retracerons pas cette évolution si intéressante par son parallélisme à l'évolution même de nos institutions politiques et de notre esprit public. Le terme présent de ce progrès, remarquable jusque-là par le développement de l'élément familial de la dénomination au détriment des éléments individuels, marque, semble-il, un recul, explicable par les tendances individualistes de notre époque.

Quoiqu'il en soit, notre appellation moderne présente quatre éléments : le nom de famille ou patronymique, le prénom, le surnom, le pseudonyme, qui bénéficient tous d'une protection juridique, concourant tous à exprimer la personnalité de celui qui les porte. Mais, suivant la nature de ces éléments, la protection sera plus ou moins largement accordée et le fondement de cette protection sera différent. Pour le nom patronymique par exemple, élément familial,

certaines considérations justifieront l'étendue considérable du droit dont il est l'objet, en s'ajoutant à celles, plus strictes et plus délimitées, qui caractérisent les autres éléments, purement individuels. Nous aurons garde de marquer cette distinction chaque fois qu'elle sera nécessaire, au cours de cette étude qui vise d'une façon générale toutes les espèces.

## CHAPITRE I

### LE DROIT AU NOM

#### § 1. — *Nature du droit au nom*

L'assimilation fâcheuse du droit au nom au droit de propriété a eu, par la controverse à laquelle elle a donné lieu, une conséquence inattendue : la négation même de ce droit. Si le nom, disent certains auteurs, est une chose hors du commerce, immuable et par conséquent inaliénable, imprescriptible et incessible, s'il ne fait pas l'objet d'un droit exclusif et absolu puisque plusieurs personnes sans lien de famille entre elles peuvent avoir la même désignation, en un mot si tous ces caractères essentiellement contraires à la propriété doivent faire écarter sa nature patrimoniale, en réalité il n'y a aucun droit sur le nom. Quel serait ce droit, en effet, n'entrant dans aucune des catégories connues, alors que, de par les caractères mêmes, énumérés, le nom apparaît comme une obligation qui trouve une

double sanction, criminelle dans l'art. 259 du Code pénal, civile dans le droit reconnu au ministère public de poursuivre d'office les rectifications d'état-civil ? Le nom n'est pas à la disposition de la personne qui le porte, c'est une « institution de police civile obligatoire », « un numéro matricule » qui permet à la puissance publique de tenir exactement les rôles de ceux qui lui sont soumis. La loi exige, en effet, que dès sa naissance l'individu ait un nom, celui de son père, il est vrai, mais sans la volonté de celui-ci et de son vivant même, dans le but purement utilitaire d'indiquer la filiation, ce qui exclut l'idée de sa transmission héréditaire, de sa patrimonialité.

On voit tout de suite la conséquence de cette théorie. Le nom n'a aucune valeur juridique en dehors des rapports du particulier avec l'Etat ; donc aucune action en contestation de nom qui manquerait de fondement. Seule une action basée sur l'art. 1382 du Code civil serait possible de la part de celui qui souffre un dommage réel et immédiat d'une usurpation de son nom. Egalemeut, si nous poussons le raisonnement jusqu'à son extrême logique, aucune action en réclamation de nom : le nom, il est vrai, est imprescriptible et il semble que tout individu qui justifierait du port de son nom soit par lui-même, soit par ses auteurs pourrait le réclamer quelque laps de temps qui se soit écoulé ; mais cette

imprescriptibilité n'est pas établie au profit du particulier mais seulement dans l'intérêt général. Le particulier n'ayant donc aucun droit propre sur ce nom, ne pourra pas plus le réclamer qu'il n'aurait pu le contester. Cependant, ces auteurs n'osent pas admettre une conséquence aussi rigoureuse.

Leur opinion est exacte en ce qu'elle réfute l'assimilation de tout droit sur le nom au droit de propriété. Notons, d'abord, que personne ne soutient sérieusement au fond qu'il y ait une propriété du nom. Le terme a été énoncé et répété par presque tous les arrêts et par de nombreux auteurs dont les plus consciencieux ont adouci la brutalité de l'assimilation en employant l'expression « propriété *sui generis* », expression vague et dénuée de sens juridique. Nous croyons, à la vérité, que l'on a prononcé le mot sans penser à la chose, dans le simple but d'expliquer par une image saisissante un droit incontestable. La jurisprudence a bien senti, dans les espèces qui lui étaient soumises, qu'il s'agissait d'un véritable droit, sans peut-être s'en expliquer la nature. Il est difficile de supposer qu'on puisse refuser au nom la protection qu'on accorde largement par ailleurs aux autres éléments de la personnalité. On reconnaît aisément à chacun de nous le droit d'empêcher la publication de son portrait dans un journal ou dans une revue, l'imitation de sa physionomie par un acteur, etc., sans exiger que le réclamant jus-

tifie d'un préjudice immédiat quelconque et que le but recherché par l'auteur ou l'acteur soit une satire méchante ou simplement ironique. Le nom est un attribut de la personnalité au même titre que la physionomie, la santé, l'honneur et toutes les particularités physiques et morales nécessaires à l'existence de l'individu dans le milieu où il se trouve. Plus exactement même, il n'a de valeur que comme représentation, dans la formule concise, de tous ces attributs qui se concentrent, se ramassent et s'expriment en lui. Le droit au nom est donc le premier des droits de la personnalité ; son existence est la condition de leur existence, il les résume tous. Point n'est besoin de faire intervenir l'idée de propriété pour le justifier ; avec celle plus simple et plus exacte de personnalité, on explique aussi bien ses manifestations et l'on aboutit au même résultat qui est de le rendre opposable *erga omnes*, ainsi que tous les droits de la même catégorie, droits sacrés et inaliénables que nous tenons de notre propre existence d'êtres humains et civilisés. L'exercice de chacun de ces droits nous permet, à titre égal, d'affirmer notre personnalité et d'en exiger de tous ceux qui la méconnaîtraient, la reconnaissance et le respect.

§ 2. — *Fondement du droit au nom.*

Ainsi apparaît le fondement de notre droit : le respect de notre individualité, distincte des autres, s'exprimant et se résumant par notre nom. Cette base suffira pour réclamer de tiers toute appellation strictement individuelle dont l'omission pourrait entraîner des confusions sur la personne seule, — ou pour contester à des tiers cette même appellation dont l'usage abusif, fait pareux, peut entraîner ces mêmes confusions.

Mais cette base est insuffisante pour fonder la protection plus large du nom patronymique. Elle ne suffirait pas à supporter le droit considérable attaché à la personne non pas tant comme individualité stricte et exclusive que comme membre d'une famille, bénéficiant de tous les effets juridiques qui découlent de cette qualité.

L'idée la plus simple et, à première vue, satisfaisante, est de considérer que l'état pouvant être seul la source des droits et des devoirs de famille constituerait, par lui-même, ce fondement. « Le nom patronymique provient toujours, en principe, de la filiation, de la filiation masculine pour les enfants légitimes, de la filiation tantôt masculine et tantôt utérine pour les enfants naturels... Dès lors, les procès relatifs au nom patronymique mettent en définitive en jeu une question de filiation, et le nom

patronymique ne nous paraît pas définissable autrement que comme la *marque distinctive et extérieure de l'état* ou plus exactement encore, de cet élément de l'état qui réside dans la filiation à l'un quelconque de ses degrés » (1).

Ce concept sera exact dans beaucoup de cas ; et il le sera nécessairement lorsque la question de nom sera le corollaire d'une question d'état principale, l'action en désaveu de paternité par exemple. Il le sera également lorsque le succès d'une action en réclamation ou en contestation de nom dépendra exclusivement de l'appréciation de la filiation soit du réclamant, soit du défendeur. Mais comment expliquer, en dehors d'un droit spécial, indépendant de l'état, les actions en réclamation de nom, dans lesquelles, la filiation étant indiscutable, seules interviendront, pour la solution du litige, des preuves uniquement basées soit sur la longue possession (2), soit sur l'adjonction ancienne de noms terriens, soit sur la collation par décret ou par lettres royaux ? De même, une contestation de nom pourra se débattre entièrement sans qu'aucune question d'état s'y mêle : une personne poursuivie pour usurpation de nom peut opposer au poursuivant un moyen basé sur ce qu'elle n'a pas entendu se rattacher à la famille de celui-ci, mais à une famille homonyme. L'in-

(1) Ambroise Colin, D. 1904, 2, 2, note.

(2) Trib. Seine, 9 janv. 1878. J. Clunet, 78, p. 378.

térêt du poursuivant étant incontestable, sera-t-il sans force pour réprimer l'usurpation, du moment qu'aucune question de filiation ne sera débattue ? Les partisans de la théorie de l'état admettent l'existence du droit au nom puisqu'ils en affirment le fondement de cette manière. On ne comprendrait pas qu'oubliant leur point de départ, ils fassent une distinction entre les espèces, refusant ce droit pour les unes, l'admettant pour les autres, distinction que rien ne justifierait en logique et en équité.

D'autres auteurs, se plaçant à un point de vue moins juridique, invoquent simplement, comme base du droit, la valeur morale que représente le nom par son évocation du passé illustre, ou honorable, ou simplement estimable de la famille qui le porte (1). Ces auteurs sont fatalement amenés à faire de cette richesse morale, de cette évocation — si restreinte et limitée soit-elle — une condition indispensable de l'existence de notre droit, et à le refuser ainsi à tous ceux dont la race est obscure ou porte un stigmate infâmant (2).

(1) « Les noms, étant héréditaires, conservent dans les familles, comme un patrimoine moral, des souvenirs d'honneur et d'estime que des étrangers ne doivent pas être admis à partager. » Lallier, *De la propriété des noms et des titres*, n° 2.

(2) « Les différentes voies de recours, qui conservent aux familles et aux individus l'usage exclusif de leur nom, sauvegardent en réalité la réputation de ces familles, l'honorabilité de ces

Ce fondement, à notre avis, n'a qu'une valeur historique et se trouve en opposition avec notre idée moderne de l'égalité des droits et des devoirs. Au point de vue historique, une évolution insensible s'est faite, par laquelle la protection qui semblait n'être dûe, à l'origine, qu'à des noms illustres fut accordée peu à peu à des noms chargés de souvenirs moins brillants et même complètement inconnus (1). En réalité, peu d'espèces étaient soumises aux tribunaux et les demandes tendant à réprimer les usurpations émanaient toutes de personnages haut placés, justement pénétrés de leur importance sociale. Il n'en est plus de même aujourd'hui où tous les individus peuvent être — à tort ou à raison — pénétrés de leur importance, où, en tous cas, aucun privilège de race ne peut justifier une limitation des droits attachés à la personne (2). Il serait étrange-

personnes, et ne tendent pas seulement à garantir une prétendue propriété du nom que la loi protégerait en elle-même et pour elle-même. » *Id.*, n° 189.

(1) La jurisprudence, dans son désir équitable de protéger de tels noms, ne sut d'abord invoquer que ce fondement, dont le caractère illusoire ne lui échappait point : « les souvenirs d'estime et d'honneur qui *peuvent* y être attachés. » Cass. 16 mars 1841, S. 41, 1, 532, Grenoble, 22 mars 1843, S. 43, 2, 505.

(2) « Notons que seul l'individu est juge de l'opinion qu'on a de lui, de l'intérêt s'entend qu'il a de la garder, comme seul il est juge de ses actes. Il n'y a pas de nom qu'on puisse dire vil pour celui qui le porte. Le prix qu'on attache à son nom, l'importance, par conséquent, du droit qu'on a sur lui est affaire d'appréciation personnelle ; et l'on sait que cette appréciation a

ment choquant qu'un tribunal repoussât une action en usurpation de nom sous le prétexte que ce nom sans valeur généalogique ne mérite aucune considération. Certainement, l'illustration ou l'honorabilité anciennes d'un nom augmenteront l'intérêt du demandeur dans l'exercice de son droit, mais elles sont impuissantes à constituer, d'une façon plus générale, le fondement de ce droit. Le patrimoine moral d'une famille, symbolisé par le nom, n'est pas seulement formé de tous les biens idéaux acquis au cours des siècles passés ou seulement des dernières années, mais se compose également de tous ceux, futurs, que peuvent justement prévoir ses membres dans leur émulation et leur désir d'une ascension sociale louable.

Cette opinion, comme la première, n'assoie donc le droit au nom patronymique sur aucune base assez large pour en expliquer la jouissance et l'exercice dans toutes les espèces, *a priori*.

des tendances à être majorée. Les hommes célèbres ne sont pas les seuls qui aient un droit à leur nom, mais c'est chez eux que ce droit est le plus manifeste et le plus évident. Aussi les prend-on pour exemples ; et ce choix est légitime à condition qu'il ne soit pas exclusif. Les plus obscurs artisans de la pensée humaine, ceux qui n'apportent à l'opinion commune la plus humble que le tribut d'une adhésion toute passive, ceux dont l'existence sans éclat, sans incidents, sans histoire, se passe tout entière dans l'obscurité des bas-fonds sociaux, ont un nom, ont droit à leur nom et sont seuls juges de la valeur de ce droit. » Sudre, *Le Droit au nom*, p. 183.

Cette base ne peut être trouvée, à notre sens, que dans l'image de la famille primitive, représentée comme une association naturelle de ses membres, tous également responsables et solidaires les uns des autres (1). Malgré les déformations qu'elle a pu subir, cette image est encore exacte, de nos jours, au moins en ce qui concerne le patrimoine moral et indivis à l'exploitation duquel tous les sujets du groupe représenté doivent également concourir. Le nom fait partie de ce patrimoine, à l'égal de l'honneur, mais d'une façon distincte (2).

Cette idée de la solidarité familiale se fonde elle-même sur la communauté du sang faisant présumer celle des instincts et des sentiments. Ces deux idées se complètent et s'expliquent, sans qu'on puisse les séparer comme semblent le croire certains auteurs (3).

(1) « Distinct de l'intérêt pécuniaire, l'intérêt moral ne se justifie pas lui-même. Il se fonde sur une conception particulière qui l'explique. À la base, on trouverait probablement cette idée qu'il y a une sorte de solidarité familiale devant l'opinion, que symbolise l'uniformité de nom. On peut être atteint dans son crédit par l'intrusion d'un indigne dans sa famille, etc. La jurisprudence reconnaît donc ici à chacun le droit de défendre sa famille, son propre nom contre de telles atteintes, » Sudre, p. 192.

(2) « Il faut reconnaître à la famille les droits... à l'honneur et au nom qui représente surtout cet honneur. » Boistel, *Philosophie du droit*, t. II. p. 127 et 128. Cf. civ. rej., 17 mai 1870. D. 70, 1, 241.

(3) Perreau, *Le Droit au nom*, p. 34.

Comment cette communauté du sang, qui sera, du reste, singulièrement altérée au bout de quelques générations (1), pourrait-elle, *seule*, justifier notre droit hors de l'atmosphère qu'elle a créée et du cadre familial que, suivant elle, la société a tracé ? Que serait cette communauté du sang pour des êtres dispersés dès la première heure et, par conséquent, inconnus les uns des autres, n'ayant aucun sentiment ou semblant d'affection réciproque, ne portant pas le même nom, ne vivant pas dans le même milieu, en un mot, ne possédant aucun patrimoine moral commun ?

Cette seconde notion est exacte, mais incomplète ; elle ne fait qu'expliquer l'idée de l'association familiale, fondement immédiat et nécessaire de notre droit (2).

(1) Et même nulle si le lien qui nous unit à une famille résulte d'une adoption.

(2) Nier la solidarité familiale, c'est nier la famille même, dans sa force et son unité morales malgré le temps et l'espace. Et, partant, c'est nier tous droits et devoirs qui en dérivent. Cette négation est insoutenable et a conduit certains à préférer telles énormités que « ceux de nos ancêtres que nous n'avons pas connus ne sont pas de notre famille », « ils nous sont étrangers » parce que ne les ayant jamais connus, nous n'avons pu les aimer et ne pouvons avoir vis-à-vis d'eux ni devoirs ni droits (Tournade, *Etude sur le nom de famille et les titres de noblesse*, p. 8, 9 et 10).

Une semblable affirmation, qui ne s'étaye d'aucune observation psychologique sociale, n'a pas à être combattue ; elle implique trop l'ignorance voulue du culte et de la vénération que

C'est surtout pour rendre tangible cette idée de la solidarité familiale que l'on a abusé du mot de propriété. Ainsi, dit M. Larnaude, « le nom subsiste encore comme une des dernières propriétés collectives ». (1) Ainsi s'exprime également le jugement du Tribunal civil de la Seine du 9 janvier 1878 : « les noms patronymiques constituent une propriété inviolable que *tous* les membres de la même famille ont le droit de défendre contre les usurpations (2). »

Sous cette terminologie défectueuse, apparaît l'idée de la personnalité morale de la famille, dont le respect s'impose à tous, à l'égal de la personnalité de l'individu.

nous gardons, de nos jours, à nos plus lointains ancêtres, sentiment d'une valeur morale supérieure qu'avaient su développer, pour leur plus grande force, les civilisations anciennes.

(1) Lallier, *op. cit.*, préface.

(2) Précité. Cf. D. Jurispr. Gén. Suppl. v° nom n° 16.

## CHAPITRE II

### RÈGLES GÉNÉRALES ET CARACTÈRES PARTICULIERS DES ACTIONS SANCTIONNANT LE DROIT AU NOM

Au regard de la puissance publique, le nom est l'objet d'une obligation qui trouve son expression la plus générale dans le principe de l'immutabilité, consacré par l'édit d'Amboise du 25 mars 1555, art. 9, et par la loi du 6 fructidor an II (1) ; il comporte, à ce titre, une sanction criminelle.

Au regard des intérêts particuliers, nous l'avons dit, le nom est l'objet d'un droit et comporte une sanction civile. Les nombreuses hypothèses dans lesquelles peut se déduire notre droit en justice, se ramènent toujours aux deux cas suivants :

1<sup>o</sup> Chaque fois qu'une personne croit avoir droit à un nom, elle peut le réclamer en justice, l'instance

(1) Les prohibitions spéciales de l'art. 244 de l'ordonnance de 1629 et de l'art. 259, actuel, de notre Code pénal consacrent également ce principe d'une manière indirecte et spéciale.

a tantôt un caractère contentieux, tantôt un caractère gracieux.

2° Chaque fois qu'une personne veut interdire à des tiers leur propre usage d'un nom, elle peut agir en justice à cet effet ; l'instance a toujours un caractère contentieux.

La première de ces actions est généralement appelée action en réclamation de nom, plus rarement action en revendication de nom, terme résultant de l'assimilation erronée de notre droit au droit de propriété.

La seconde est appelée action en contestation de nom, plus rarement action en usurpation ou en suppression.

Nous devons soigneusement écarter la requête à fin de changement de nom. Par elle, il est vrai, le requérant, tout comme le demandeur à notre première action, manifeste le désir de faire reconnaître, officiellement, à son profit, un nom déterminé. Mais, tandis que le premier appuie sa prétention sur des motifs juridiques, le second se borne à invoquer des considérations purement morales, comme le désir d'abandonner un nom ridicule ou de satisfaire aux volontés d'un testateur. La différence fondamentale est donc dans le défaut de droit caractérisant la demande de changement de nom (1). Toutes les

(1) Rennes, 1<sup>er</sup> juillet 1918 (motifs), rapporté sous Req. 12 mai 1920, *Gaz. Pal.*, du 13 août 1920 : « ...Par sa requête,

autres différences, procédure et compétence, en découlent : la requête à fin de changement de nom est adressée au Gouvernement qui statue, après avis du Conseil d'Etat, par un décret, acte du pouvoir exécutif, basé sur des motifs de simple opportunité, et constitutif d'un droit nouveau. La loi du 11 germinal an XI qui définit et institue cette procédure particulière, n'a été qu'un tempérament à la règle de l'immutabilité du nom, tempérament nécessité par une application trop étroite et littérale de la loi du 6 fructidor an II.

#### § 1. — *Compétence et Procédure.*

En matière de droit au nom, la compétence absolue appartient aux tribunaux de l'ordre judiciaire, et, parmi ceux-ci, au Tribunal civil d'arrondissement.

Par exception, les tribunaux répressifs peuvent connaître d'une question de nom : tout d'abord, l'art. 259 du Code pénal donne au Tribunal correctionnel le droit de déterminer le nom d'un individu, coupable du délit d'usurpation de nom à forme honorifique, non seulement en lui permettant d'apprécier l'énonciation de tous les actes de l'état civil

M. X ne réclamait aucun droit, mais sollicitait une faveur ; le Gouvernement était libre d'accorder le changement de nom avec les conditions qu'il lui paraissait juste d'exposer... »

du prévenu et de sa famille sans distinction, mais encore en ordonnant la mention du jugement en marge des actes où le nom aura été altéré, véritable rectification qui, sans ce texte spécial, ne pourrait être que de la compétence du Tribunal civil.

Les Tribunaux répressifs ont également ce droit chaque fois qu'une question de nom est soulevée incidemment à une poursuite pénale. Le principe, « le juge de l'action est juge de l'exception », a été consacré en notre matière par un arrêt de la Chambre criminelle de la Cour de cassation du 10 mars 1905 (1). L'art. 14 de la loi du 5 août 1899 — modifié par la loi du 11 juillet 1900 — n'est qu'une application de ce principe, dans le cas où la rectification a pour objet une mention inexacte du casier judiciaire.

Pour la compétence relative, plusieurs distinctions doivent être faites. Le droit commun s'appliquera en général ; suivant le paragraphe 1 de l'art. 59 du Code de procédure civile, le défendeur doit être assigné devant le Tribunal de son domicile. Mais quand l'action aura pour objet la rectification d'un acte de l'état-civil, la règle spéciale des art. 99 du Code civil et 855 du Code de procédure devra s'appliquer, sans hésiter entre le domicile du défendeur et le lieu où l'acte a été reçu. Dans ce

(1) S. 1908, 1, 37.

cas, le Tribunal du lieu où l'acte a été reçu l'emportera sur celui du domicile du défendeur (1).

Lorsque la rectification portera sur plusieurs actes d'état-civil entre lesquels il existera une sorte d'indivisibilité et de solidarité, le tribunal compétent sera celui du lieu où se trouvera l'acte fondamental qui a été le point de départ de l'erreur (2).

D'autre part, le tribunal qui a rendu une décision sera compétent pour rectifier l'erreur contenue dans celle-ci (3).

Enfin, lorsqu'une question de nom se posera accessoirement dans une instance principale, elle sera résolue suivant les règles de compétence et de procédure de celle-ci (4).

Les formes de procédure ne diffèrent du droit commun que dans l'hypothèse la plus fréquente de

(1) « La disposition nouvelle de la loi du 8 juin 1893, modifiant l'art. 99 du Code civil, a eu pour but de mettre fin aux controverses qu'avait soulevées l'interprétation de cet ancien article. Elle doit être considérée comme fixant le tribunal compétent pour statuer sur les rectifications d'actes de l'état-civil, quel que soit l'acte à rectifier, quelles que soient les parties demandereses ou défenderesses, et quelles que soient les circonstances dans lesquelles la requête est introduite. » Rapport de M. Darlan à la Chambre des députés, D, 94, 4, 7, note 1.

(2) Limoges, 22 juillet 1895, D. 97, 2, 163. Trib. civ. Mayenne, 25 nov. 1896, D. 97, 2, 156 et note. Cette décision était justement critiquable, la compétence du tribunal de Mayenne ayant été déterminée par un acte secondaire.

(3) Cass. 5 mai 1870, D. 79, 1, 468.

(4) Pau, 30 juillet 1901 et 4 août 1902, S. 02, 2, 205.

l'action en réclamation de nom, celle où la demande, sans contradicteur, s'introduit par simple requête et où la décision relève de la juridiction gracieuse de la Chambre du Conseil.

§ 2. — *Différences avec certaines actions similaires*

Il importe, avant d'entrer dans le détail, de bien dégager les caractères particuliers de nos actions en les distinguant d'autres actions similaires avec lesquelles elles sont très souvent confondues.

Le critérium général, pour établir ces différences, se trouve dans le fondement, déjà étudié, de notre droit. Mais, parfois, la nuance est plus subtile et plus difficile à définir. Un second critérium peut être affirmé : nos actions sont caractérisées nettement en ce que la question de nom est l'objet principal de la demande, quelles que doivent être les conséquences. Donc, toutes actions pouvant aboutir à une modification, à une addition ou à un retranchement de nom, ne sont pas nécessairement des actions en réclamation ou en contestation de nom : la question de nom peut très bien, dans ce cas, n'être qu'une conséquence de la demande basée sur un autre objet.

Les actions qui se rapprochent le plus des nôtres, parce que le fondement du droit qu'elles sanctionnent paraît souvent être le même pour toutes, sont

les actions d'état. Nous avons essayé, plus haut, d'établir que l'état ne pouvait constituer la base de notre droit. Le but poursuivi par chacune des actions traduit cette différence : lorsque, dans une action, on réclamera pour soi-même ou on dénierà à un tiers la qualité de membre d'une famille, la réclamation ou la contestation du nom de cette famille en sera naturellement la conséquence. Mais ce ne sera nullement une action principale relative au nom. Celle-ci, au contraire, sera reconnaissable à ce que, sans mettre l'état en jeu, on se borne soit à réclamer une définition plus exacte de son identité, soit à contester la définition inexacte de l'identité d'un tiers. Aucune assimilation des deux catégories d'actions n'est possible lorsqu'il s'agit des éléments individuels de la dénomination. La seule confusion a pu naître au sujet du patronymique. Mais là encore, la différence est marquée en ce que, dans les actions d'état, la question de nom n'est qu'une conséquence secondaire et naturelle de la demande ; dans les actions relatives au nom, elle est au contraire l'objet principal.

La jurisprudence nous offre de nombreux exemples de ces différences. C'est ainsi qu'un arrêt de la Chambre Civile de la Cour de cassation du 20 février 1901 décide que les Tribunaux français peuvent connaître de la réclamation du nom d'un étranger bien qu'ils soient incompétents pour statuer sur son

état (1). De même un jugement du Tribunal civil de la Seine du 15 décembre 1897 a admis sa compétence dans une contestation de nom entre époux étrangers, bien qu'il n'eût pu connaître de la demande en divorce formée par eux (2).

Malgré cette distinction très nette, les deux catégories d'actions ont un point commun : elles sanctionnent toutes des droits de la personnalité, et même, parmi ceux-ci, les droits composant la même branche, droits de l'individu comme membre de la famille (3).

D'autres actions, de même nature, présentent aussi certaines similitudes avec les nôtres. Ici encore, notre fondement nous permettra de faire la distinction. Un seul exemple suffit à la marquer : on a le droit d'interdire la publication d'un roman,

(1) S. 02, 1, 281.

(2) D. 98, 2, 496 : « Soit qu'on considère le demandeur comme étant encore dans les liens du mariage contracté en Amérique, soit qu'on le suppose, au contraire, valablement divorcé, le demandeur a en toute hypothèse le droit d'interdire à la dame L. de porter son nom au théâtre ou dans tout autre lieu public. » Autre exemple d'une contestation de nom admise indépendamment de toute contestation d'état : Cass. 16 mars 1841, précité, S. 41, 1, 532. Au contraire, la jurisprudence décide que si une demande en rectification d'un acte de naissance constitue une réclamation d'état, l'action doit être portée devant le tribunal du domicile du défendeur et non devant celui du lieu où l'acte a été dressé : Req. 13 nov. 1882. D. 84, 1, 120.

(3) Perreau, *Des droits de la personnalité*, Rev. trimestr. de dr. civ., 1909, p. 308.

ou tout au moins de faire ordonner la suppression des passages de l'ouvrage dans lesquels un écrivain représente sous notre nom un personnage odieux ou simplement ridicule. La conséquence naturelle de la demande sera la suppression des passages tendancieux et du nom de la personne visée (1). Il ne s'agit là cependant que d'une action fondée sur un autre droit de la personnalité, droit à l'honneur, dans lequel la personne est gravement atteinte (2). Supposons, au contraire, que l'auteur use dans son roman du même nom, sans cependant prêter à la personne réelle qui le porte, le rôle odieux ou ridicule qui pouvait motiver la première action, et même en rendant ce personnage sympathique. La personne visée n'en conserve pas moins une semblable action en suppression de son nom dans l'ouvrage, véritable action en contestation de nom cette fois, basée sur un autre fondement : le respect de

(1) V. par ex. Trib. Seine, 15 février 1882 « Duverdy c/Zola », *Gaz. trib.*, 16 février 1882. *Id.*, 13 novembre 1889 « Carpentier c/Abel Hermant et Deroule ». S. 90, 2, 119.

(2) « Le droit à l'honneur, au sens large du mot, comprend le droit d'empêcher qu'on ne suspecte (diffamation), ou qu'on ne semble suspecter (injure), soit l'accomplissement, soit simplement votre aptitude à l'accomplissement de vos devoirs moraux, civiques ou professionnels. Il est très rigoureusement sanctionné par le droit pénal. Au point de vue civil, les tribunaux l'étendent jusqu'à réprimer de simples allusions satiriques ou critiques implicites (Req. 23 avril 1903, S. 1904, 1, 173). » Perreau, *Des droits de la personnalité*, *Rev. tr. dr. civ.*, 1909, p. 506.

l'expression propre et distincte de l'individualité.

Les exemples pourraient être ainsi multipliés, mais toujours il suffira, pour fixer le caractère de l'espèce, de déterminer le fondement du droit déduit en justice, et d'observer que, dans ces actions, comme dans les actions d'état, la réclamation ou la contestation de nom n'est pas l'objet principal de la demande mais seulement une conséquence.

## CHAPITRE III

### ACTION EN RÉCLAMATION DE NOM

#### § 1. — *But et champ d'application.*

Nous avons déjà vu que le but général des actions relatives au nom est de sauvegarder à celui qui les exerce un des attributs principaux de sa personnalité, en lui garantissant l'usage de son nom comme distinction particulière de son individualité et, en outre, s'il s'agit du patronymique, comme distinction particulière de la famille à laquelle il appartient.

L'action en réclamation de nom nous permettra, dans un premier cas, d'exiger en justice la reconnaissance et l'emploi de la dénomination à laquelle nous prétendons justement.

Toutes les hypothèses entrant dans cette première action, se ramènent à l'alternative suivante : tantôt c'est un acte, tantôt une personne qui omet ou refuse d'énoncer exactement notre nom.

1<sup>o</sup> C'est un acte qui omet de nous désigner exac-

tement. — Nous entendons ici par acte, l'acte de l'état-civil dans lequel notre nom a été omis ou altéré ou incomplètement libellé. Cette première hypothèse vise spécialement toutes les rectifications d'actes de l'état-civil, dont la rédaction est antérieure à notre prétention en sorte qu'on ne saurait en rendre responsable le rédacteur dont la personnalité nous est indifférente *a priori*. C'est pourquoi l'action est, pour ainsi dire, dirigée contre l'acte lui-même par une requête aux fins de rectification, présentée au tribunal statuant comme juridiction gracieuse.

Cette rectification peut être demandée lorsque le nom a été changé ou mal orthographié. L'altération peut être due à une inadvertance du rédacteur ou des parties déclarantes. Elle peut résulter, également, d'une déclaration fausse ou inexacte et même de la reproduction volontairement infidèle d'une déclaration exacte. On a pu constater la fréquence de ces cas : lors des époques révolutionnaires, dans la crainte d'être suspectes ou dans le désir d'afficher des sentiments conformes à l'esprit du temps, toutes les personnes, dont le nom avait une apparence nobiliaire ou féodale, omettaient soigneusement dans leurs déclarations la partie du nom pouvant révéler cette qualité. De même, les officiers de l'état-civil, par une interprétation excessive des lois en vigueur et par excès de zèle révolutionnaire, opéraient les mêmes suppressions dans les actes qu'ils dressaient. Ces

agissements motivent, depuis plus d'un siècle, des réclamations quotidiennes, ayant surtout pour objet soit l'addition au nom de famille de la particule *de*, *du*, *de la*, *des*, soit la séparation de cette particule du nom avec lequel elle se trouve confondue et dont elle forme à tort la première syllabe, soit l'addition au nom d'un surnom qui s'y trouvait autrefois incorporé. Les auteurs et la jurisprudence sont aujourd'hui unanimes à reconnaître que la particule et les surnoms d'origine terrienne, n'ayant jamais constitué par eux-mêmes un titre ou une qualité nobiliaire pour celui qui les portait, font partie intégrante du nom patronymique. En conséquence, ces demandes sont de véritables actions en réclamation de nom, de la compétence des tribunaux judiciaires (1).

2° C'est une personne qui refuse d'employer exactement notre nom. — Le refus peut se produire dans n'importe quel acte, authentique ou sous-seing privé. Dans ce cas, à la différence du précédent, la personnalité du rédacteur, ou de celui qui est respon-

(1) Cass. 5 nov. 1860, D. 60, 1, 489. Cass. 20 nov. 1866, S. 66, 1, 449, et le rapport de M. le conseiller Laborie, Angers, 23 mars 1876, S. 76, 2, 283, Limoges, 9 avril 1878, S. 78, 2, 195. Trib. Orange, 21 avril 1892 et Toulouse, 15 mars 1893, S. 93, 2, 281. Limoges, 22 juillet 1895, D. 97, 2, 163. Pour les décisions plus récentes : Trib. civ. Boulogne-sur-mer, 4 nov. 1910. Le Droit 30 déc. 1910. Trib. Seine, 18 avril 1913. Le Droit, 4 mai 1913. Poitiers, 3 nov. 1913, D. 1917, 2, 39. Caen, 29 juillet 1919, non encore publié ; Caen, 24 novembre 1919, non encore publié.

sable de la rédaction ne nous est pas indifférente. C'est pourquoi l'action sera dirigée contre celui-ci, afin de le contraindre à employer la dénomination que nous prétendons nôtre ou à rectifier la fausse dénomination qu'il a déjà employée. Ainsi, ce peut être un notaire ou un officier de l'état-civil qui, n'ayant pas foi dans nos déclarations, les déforme en les reproduisant; un éditeur, dans le but d'attirer un public plus nombreux, ajoute à notre nom ou le déforme; le directeur d'un journal, d'une revue, d'un annuaire d'adresses, le rédacteur d'une liste de jurés, etc... persistent à mal orthographier notre nom. Dans tous ces cas, l'action en réclamation est ouverte, qu'il s'agisse du prénom, du nom patronymique ou du pseudonyme (1).

Le champ d'application, déjà si vaste, de l'action en réclamation de nom semble devoir comprendre une troisième hypothèse, beaucoup plus rare que les deux précédentes et visant spécialement le nom de famille, celle où le but recherché serait non plus de réclamer pour soi la désignation prétendue mais de contraindre un parent à l'usage du patronymique commun délaissé par lui. Il apparaît qu'il doive plutôt s'agir là d'une action en contestation de nom. L'instance, en effet, tend à faire abandonner un

(1) Cass. 1<sup>er</sup> mai 1889, S. 89, 1, 335. Cour d'assises de la Moselle, 28 nov. 1866, D. 66, 2, 226. Riom, 8 déc. 1846. D. 47, 2, 56. Trib. Seine, 26 nov. 1869, D. 70, 3, 25..

nom usurpé par un tiers et la reprise du vrai nom par celui-ci n'est que la conséquence naturelle de cet abandon. Ainsi présenté, le droit d'intenter semblable action serait impossible à soutenir ; le demandeur à l'action en contestation ou suppression de nom doit, en effet, justifier, avant tout, de son propre droit sur le nom usurpé. Or rien de tel dans notre action : le demandeur, au contraire, renie ce nom pour lui et pour sa famille. Et, à notre avis, pour qu'elle soit recevable, la demande doit être présentée différemment : les conclusions tendront à la reprise du patronymique abandonné, objet principal de la demande, et l'abandon du nom pris indûment sera la conséquence et, pour ainsi dire, la rançon de cette reprise. C'est donc bien une action en réclamation de patronymique, et les raisons qui s'opposeraient à la recevabilité d'une action en contestation sont tout d'abord écartées. Mais, comment justifier le droit du réclamant qui, réclamant pour un autre, semble manquer d'un intérêt personnel ? N'est-ce pas, d'autre part, permettre à chacun de contrôler la dénomination de ses parents et de porter ainsi atteinte à leur liberté individuelle, à l'intégrité de leur personnalité ? Il n'en est rien cependant : loin de porter atteinte à la personnalité de son parent, le demandeur, au contraire, cherche à la rétablir justement. Dans quel but ? c'est là qu'apparaît son intérêt personnel et

que se justifie son droit d'action. Dans un but purement vexatoire, l'action serait insoutenable. Au contraire, — et ces fins apparaissent dans les espèces jugées — le demandeur poursuit la reconnaissance indirecte par le défendeur des devoirs familiaux négligés par celui-ci. Le défendeur se sera, en changeant de nom et en reniant sa famille, dérobé à tous ses devoirs envers celle-ci et, s'il ne l'a point fait encore, son changement de nom lui facilitera ce reniement prochain. Nous trouvons ici, bien exactement, le fondement même du droit au nom patronymique, la responsabilité solidaire de tous les membres de la famille dans les devoirs matériels et moraux de la parenté. Et cette considération suffirait, déjà seule, à justifier l'action du demandeur (1). Car au premier rang des devoirs de famille, le port du nom s'impose, et nul n'a le droit de se soustraire à sa race en reniant son nom, non plus qu'à sa patrie en reniant sa nationalité.

## § 2. — *Conditions*

Nous avons examiné, d'une façon générale, tous les cas dans lesquels l'action en réclamation de nom sera ouverte. Il importe maintenant de savoir à

(1) En pratique, un manquement précis à ces obligations sera toujours constaté: Gand, 11 mars 1908, *Pasicr. belge*, 08, 2, 346.

quelles conditions le demandeur pourra triompher, c'est-à-dire d'étudier les preuves, faits et circonstances dont il pourra se prévaloir utilement, l'intérêt et la qualité qui lui sont nécessaires pour agir.

#### **I. — Conditions relatives au droit du demandeur**

La personne qui agit en réclamation d'un nom, doit faire, avant tout, la preuve de son droit à ce nom. Mais la preuve généralement exigée, suffisante dans la plupart des cas, ne l'est plus dans les autres ; cette exigence particulière caractérise les actions en réclamation du patronymique et, parmi elles, celles ayant pour objet un nom ancien ou une particule abandonnés depuis longtemps.

La preuve fondamentale et généralement suffisante se trouve dans l'acte de naissance du demandeur, sauf la dérogation admise par l'art. 46 du Code civil. L'acte de naissance est, en effet, le titre officiel faisant foi du nom jusqu'à preuve contraire, ainsi qu'il résulte de la loi du 6 fructidor an II (art. 1<sup>er</sup>), des art. 57 et 359 du Code civil, de l'art. 259 du Code pénal. Les autres actes de l'état-civil n'auraient pas la même force probante. Le défendeur à la réclamation pourrait arguer de leur insuffisance à prouver un nom que seul l'acte de naissance a conféré au demandeur. Quoique l'acte de mariage reproduise les énonciations de l'acte de

naissance que chaque époux doit remettre à l'officier de l'état-civil au moment de la célébration (art. 70 du Code civil), et malgré les garanties qu'en l'absence de l'acte de naissance offre l'acte de notoriété destiné à le remplacer (art. 71 et 72 Code civil), seul l'acte de naissance constitue la véritable source du nom. Plus officiellement que l'acte de mariage, il constate la filiation ; seul, en principe, il porte les mentions marginales relatives aux modifications ultérieures résultant de l'adoption (art. 359 Code civil) et de la légitimation (art. 331 Code civil). On invoquera donc son acte de naissance pour réclamer d'un tiers la dénomination qui s'y trouve énoncée.

Quand il s'agira de la réclamation d'un ou plusieurs prénoms, il semble que ce soit là le seul mode de preuve, le prénom n'étant conféré que par l'acte de naissance. En réalité, l'acte de naissance n'attribue point lui-même le prénom, mais constate plutôt l'attribution qui en est faite à l'enfant par le déclarant. La conséquence est qu'en cas d'omission de prénoms dans l'acte de naissance, on sera recevable à réclamer les prénoms omis en invoquant le témoignage du déclarant et des témoins instrumentaires, et même la possession constante des prénoms depuis la naissance (1).

(1) Humblet, *Traité des noms, prénoms et pseudonymes*, n<sup>os</sup> 149 et 153.

Quant au pseudonyme, l'acte de naissance n'en saurait constituer la preuve, le pseudonyme ne pouvant être, en principe, inscrit et constaté dans les registres publics. Le caractère de la spécialité de cet élément de la désignation interdirait, du reste, de le réclamer dans d'autres actes de la vie courante que ceux en vue desquels il a été choisi et porté. Ainsi, un écrivain ne pourrait exiger, ailleurs que dans les actes se rapportant à sa vie littéraire, le pseudonyme sous lequel il est connu. Et dans ces actes, où il pourra faire justement valoir son droit, il lui suffira d'invoquer sa possession de la désignation qu'on lui refuse et la renommée ou la simple connaissance qu'il aura acquise du public en la portant.

Quant au surnom, dont le but est, non de masquer la personnalité comme le pseudonyme, mais de la préciser, il faut distinguer suivant qu'il présentera un caractère officiel ou non. Il aura ce caractère officiel quand il sera consigné dans l'état-civil du demandeur et celui-ci pourra le réclamer en toutes circonstances, à l'égal de son patronymique. Sa constatation officielle indique, en effet, la nécessité de préciser la personnalité de son possesseur, en le mentionnant toujours aux côtés du nom de famille, et l'obligation pour les tiers de l'employer comme celui-ci. A vrai dire, nous pensons qu'il fait alors partie intégrante du patronymique et

qu'il acquiert les mêmes caractères de dénomination officielle, obligatoire, héréditaire et immuable. Mais le surnom peut ne pas avoir ce caractère officiel et n'être pas consigné dans l'acte de naissance. Dans ce cas, son possesseur ne saurait être admis à le réclamer, mais seulement à le retenir par voie d'exception sur les poursuites de tiers le lui contestant, en arguant d'une longue possession de ce surnom ou d'un usage reconnu par la loi (1).

On ne saurait donc, en principe, réclamer d'autre nom que celui qu'énonce notre acte de naissance. Mais ceci ne veut pas dire que cet acte nous donne toute la mesure, et strictement la mesure, de notre droit. Il est certainement incontestable que nous ne pourrions réclamer d'un tiers, officier de l'état-civil, notaire, rédacteur de listes électorales, etc., un autre nom. Mais ceci est loin de signifier que nous n'aurions pas droit à ce nom par ailleurs, mais pour pouvoir le porter et en exiger la reconnaissance, il

(1) Art. 341 du Code civil, alinéa 1<sup>er</sup>, loi du 6 février 1893.

Trib. civ. Dieppe, 13 novembre 1908, *G. P.*, 1910, 4, 10.

Trib. Seine, 19 avril 1902 et Paris, 21 janv. 1903, *S.* 04, 2, 161, *D.* 04, 2, 4 et note de M. Ambroise Colin. Dans cette espèce, il s'agissait bien d'un véritable surnom et non d'un pseudonyme auquel M. Ambroise Colin semble vouloir assimiler le nom litigieux, nom de la femme ajouté au patronymique propre de l'époux et porté par celui-ci dans le but de préciser sa personnalité et non de la masquer.

nous faudra, au préalable, réclamer son inscription dans l'acte de naissance.

Cette réclamation se fera par voie de rectification de l'état-civil. Nous avons déjà dit quand elle peut se produire : réclamation d'une particule, d'un nom additionnel ou simplement de la forme exacte de notre nom mal orthographié, et même d'un nom ancien absolument différent du nom actuel.

Déjà la rectification d'une erreur orthographique peut aboutir à un changement complet du nom. Bien que les noms conservés à l'état-civil et employés par le public indépendamment de leur signification réelle, soient plus que les autres mots du langage, préservés des déformations infligées par le temps et la phonétique, il arrive très souvent qu'un nom actuel ne rappelle plus que de fort loin le nom primitif qui en est cependant l'indiscutable origine. Il est aisé de le constater par la lecture comparée des actes successifs d'une famille. Ces divergences tiennent aux négligences d'écriture et d'orthographe en des temps, encore proches, où l'instruction primaire était peu répandue (1). Il peut donc y avoir, dans ce cas, substitution apparente d'un nom à un autre.

Mais le nom réclamé peut être aussi tout diffé-

(1) V. Riom, 2 janvier 1863, D. 63, 2, 47, S. 63, 2, 7, comment Courcelles devint Crussol. V. également Poitiers, 3 nov. 1913, D. 1917, 2, 39.

rent du nom actuel, si un ancêtre direct a, lors d'une période troublée, troqué son nom véritable contre un nom d'emprunt qui seul s'est transmis aux descendants. Le droit au nom ancien étant certain, il sera inutile de recourir à la procédure de changement de nom par décret ; les tribunaux judiciaires seront compétents pour ordonner la substitution que l'on considérera comme une simple rectification. De même, le nom réclamé peut être un nom additionnel, omis dans notre état-civil : nom adoptif, non concédé par le chef de l'état à un ascendant direct, nom de terre incorporé au patronymique avant la Révolution.

Quelles seront les preuves exigées par les tribunaux dans ces diverses hypothèses ?

Aucune difficulté lorsque la source du nom réclamé sera légale, comme dans les cas d'adoption ou de concession par lettres royaux ou décret : il suffira de rapporter le titre constatant le fait légalement générateur de notre droit.

Dans toutes les autres hypothèses où la source du droit est ignorée et même douteuse, la question de la preuve est plus délicate. Le demandeur devra d'abord produire ses propres actes d'état-civil et ceux de ses auteurs directs successivement, jusqu'à celui dans lequel sera constaté le nom exact réclamé. La jurisprudence se contentera de cette simple preuve par l'état-civil, lorsque l'erreur orthographique, insignifiante, sera récente : contenue dans l'acte de ma-

riage, elle sera redressée sur le simple vu de l'acte de naissance ; contenue dans celui-ci, elle sera redressée sur le simple vu de l'état-civil du père. Mais si l'erreur a une origine plus ancienne, la jurisprudence devient plus exigeante et demande qu'on fasse la preuve de certains faits de possession, variables suivant la nature de la désignation.

Pourquoi cette exigence, incompatible semble-t-il, avec le principe de l'imprescriptibilité du nom ? Celui-ci, hors du commerce, ne peut subir les atteintes du temps ; la possession d'un nom, simple état de fait, ne saurait, si prolongée soit-elle, créer un droit à ce nom.

Notons, cependant, qu'aux époques les plus anciennes, à l'origine, la possession fut le seul mode d'acquisition des noms. Elle le demeura, même après l'apparition du principe de l'immutabilité, pour toute une catégorie de dénominations, les noms de seigneurie. Mais ce qui était vrai de ceux-ci, au moment de la Révolution, ne l'était plus de ceux-là (1). Aussi la jurisprudence établit-elle une distinction très nette entre les deux catégories : noms patronymiques immuables qu'une longue possession n'aurait su faire acquérir, surnoms terriens additionnels qu'un usage constant laissait acquérir par simple possession. Pour les premiers, elle rejettera la pos-

(1) Merlin, v<sup>o</sup> Prescription, sect. III, § 6.

session comme preuve de leur acquisition ; pour les seconds, au contraire, elle l'admettra facilement.

1. Comment prouver l'acquisition du nom patronymique, immuable ? Nous avons dit plus haut qu'en matière de simple erreur orthographique récente, les tribunaux se contentent de la production de l'acte d'état-civil antérieur contenant l'orthographe exacte. Or l'inscription d'un nom à l'état-civil n'est pas, sauf pour les enfants trouvés, un mode d'acquisition du nom ; elle est la simple constatation du nom possédé par le déclarant, autrement dit elle ne peut constituer que la preuve de cette possession. Celle-ci étant insuffisante par elle-même pour prouver l'acquisition du nom, à quoi recourir en l'absence d'un titre officiel, de collation ou autre ? Force est donc, dans ce cas, d'attacher à la possession une importance qu'elle ne devrait pas avoir, en la soumettant toutefois à certaines conditions assez dures de garanties, en ne se contentant pas d'une possession par un seul acte d'état-civil mais par une série d'actes publics et authentiques s'étendant sur une longue période. Cette possession, incapable de créer un droit, crée cependant, à défaut de titre, une présomption de ce droit, tout comme la possession d'état. On est en effet logiquement fondé à croire qu'un état de fait se perpétuant publiquement, sans contradiction, est conforme au droit (1). La

(1) Note Appert, S. 99, 1, 338.

possession, seul moyen de preuve, pourra donc jouer un rôle important même dans la réclamation d'un patronymique immuable. Mais la jurisprudence sera particulièrement exigeante quant aux conditions de cette possession, d'autant qu'il peut s'agir d'une complète substitution de noms. Les changements de nom peuvent avoir, pour l'ordre public, des conséquences graves ; aussi ne doit-on les admettre qu'avec circonspection et sur la production de telles preuves qu'on ne puisse douter du droit du demandeur. La possession ne sera suffisante que si elle est exempte de vices, à savoir loyale, paisible, publique c'est-à-dire constatée par des actes publics de manière qu'elle pût être connue de ceux qui avaient intérêt à la contredire (1). Il faudra, en outre, qu'elle ait été constante pendant toute la période pour laquelle elle est invoquée (2). Enfin elle devra être d'une durée telle que la présomption qu'elle crée soit difficilement attaquable : on exige qu'elle soit, en principe, immémoriale, en assimilant toutefois à une telle possession, suivant

(1) Civ., 5 mai 1860, D. 60, 1, 489, Civ. 1<sup>er</sup> juin 1863. D. 63, 1, 451.

(2) Trib. Péronne, 2 avril 1890, Amiens, 24 décembre 1890, Req. 17 novembre 1891. S. 93, 1, 25. Les considérations de cette espèce relative à une contestation de nom s'appliquent aux conditions d'une réclamation.

les traditions constantes de notre droit, la possession centenaire (1).

Ainsi le demandeur, réclamant un nom différent de celui qu'il porte actuellement, devra, pour détruire la présomption née de la possession du nom actuel, établir au profit de ses ancêtres directs une possession plus ancienne du nom réclamé et présentant les caractères énumérés. La présomption nouvelle, ainsi créée, pourrait être détruite par une possession plus vieille mais qui devrait être d'une durée encore supérieure. En définitive, le nom le plus ancien, possédé le plus longtemps, prévaudra sur tous les autres (2). Ce qui marque bien le rôle assigné à la possession considérée comme un moyen de preuve toujours susceptible d'être combattue (3). Il est certain que de telles exigences rendront rares les mutations de noms.

2<sup>o</sup> Moins difficile quant à la preuve des surnoms terriens additionnels, noms de fief ou de seigneurie, la jurisprudence s'inspire des règles et des usages de

(1) Mêmes arrêts.

(2) Trib. Orange, 21 avril 1893, Toulouse, 15 mars 1893, S. 93, 2, 284. Limoges, 22 juillet 1893, S. 97, 2, 278, Douai, 2 juil. 1912, S. 1913, 2, 410.

(3) T. Seine, 19 juin 1878, *Annuaire de la noblesse*, 1879, p. 346 : « Une possession si prolongée soit-elle est inopérante pour constituer ou modifier un nom, s'il apparait d'un titre contraire à cette possession ou si elle a pour point de départ une usurpation constatée ; en dehors de ces cas, la possession constitue une présomption de droit. »

notre ancien droit. Une habitude très ancienne, contre laquelle n'avaient pu prévaloir les ordonnances de 1555 et de 1629, permettait à tout possesseur d'une terre noble et même roturière d'en prendre le nom qu'il adjoignait à son patronymique primitif. Il suffit que cette adjonction ait été faite par l'auteur du réclamant d'une façon non équivoque et que la possession du surnom ainsi incorporé ait présenté certains caractères pour que la revendication en soit admise.

Denisart, citant un passage de la Genèse, nous rapporte que déjà les enfants d'Ismaël étaient nommés selon leurs bourgades et châteaux. « A présent, dit-il, l'usage est que le seigneur d'une terre fasse appeler son fils aîné du nom de sa seigneurie (1) ». Ajoutons que ce fut même l'origine du nom patronymique dans la plupart des familles féodales. Les fiefs étant seuls la mesure des illustrations pour les brillants services qui se rattachaient à leur possession, on en portait couramment les noms qui se transmettaient aux enfants qui en héritaient. L'aîné recevant le principal fief s'en appliquait la dénomination ; les puînés, gardant cette dénomination déjà portée par leur père et rappelant leur ascendance, y ajoutaient celle de la terre qu'ils recevaient en partage ou que leur épouse leur apportait en dot. Le nom du

(1) Denisard, *Décisions nouvelles*, v<sup>o</sup> nom, n<sup>o</sup> 18.

premier et principal fief devenait ainsi le nom général de toute la famille dont les branches se différen-  
ciaient par d'autres noms de fief additionnels. Dans  
d'autres cas, fréquents aussi, le patronymique primi-  
tif n'étant point tiré de la terre (sobriquet, prénom  
répété devenu héréditaire) subsistait et les noms  
terriens s'y adjoignaient dans les mêmes condi-  
tions.

Cet usage se généralisa dans la noblesse, au  
xvi<sup>e</sup> siècle (1), et passa même dans la classe bour-  
geoise. Répondant tout d'abord au désir de marquer  
sa possession d'une terre, il facilita ensuite les dis-  
tinctions des branches d'une même famille.

Certains abus se manifestèrent par une complète  
substitution du nom de terre au nom patronymique  
dont l'immutabilité nécessaire était ainsi compro-  
mise. Ce changement avait pour effet de faire perdre  
à son auteur tout lien apparent avec sa famille, fa-  
vorisant les usurpations, disloquant les généalogies,  
rendant difficiles, et même impossibles au bout d'un  
certain temps, l'établissement des droits de chacun  
soit à la noblesse soit aux successions. La Roque  
nous cite l'exemple d'un prince qui fit exclure d'une  
succession des héritiers qui avaient changé leurs  
nom et armes (2). Les juriconsultes se plaignaient de  
cette pratique qui portait atteinte à l'ordre public,

(1) La Roque, *Traité de l'origine des noms*, chap. xxix, p. 47.

(2) *Id.*, chap. xiv, p. 27.

aux traditions et bonnes mœurs (1). Le pouvoir royal voulut réprimer ces abus en prohibant, par l'édit d'Amboise du 26 mars 1555, les changements de nom sans lettres royaux et renouvela cette prohibition par le Code Michaud, dont l'art. 211 enjoignait aux gentilshommes de signer tous les actes de leur nom de famille et non de celui de leur terre. Ces ordonnances n'interdisaient point l'emploi des noms de seigneurie, mais tendaient à réprimer la substitution complète de ceux-ci aux patronymiques.

C'est ainsi que l'art. 162 des cahiers des Etats-généraux de 1614 formula le désir de voir maintenir à côté des surnoms terriens le nom de famille primitif (2). C'est bien encore conformément à cette idée que le Parlement de Paris interprétait l'art. 211 de l'ordonnance de 1629 (3).

(1) Loyseau, *Ordres*, XI, n<sup>os</sup> 51 et 57. La Roque, *op. cit.*, chap. xiv, addition. Montaigne, *Essais*, I, 46.

(2) La Roque, *op. cit.*, chap. xxx.

(3) Il serait donc inexact de dire que ces édits réprimaient l'usage des noms de terre adjoints au patronymique; ils exigeaient seulement que celui-ci, possédant seul le véritable caractère de nom, fût toujours employé. Et ces dispositions furent en fait plus observées dans la noblesse qu'on ne le croit généralement. Car s'il est vrai que, dans l'usage courant, on n'employait par abréviation qu'un seul des deux noms, plus souvent le second, c'était cependant le premier qui révélait la famille et tous les avantages matériels et moraux de la parenté, et, si elle était illustre, la personne conservait précieusement le signe qui l'y rattachait. Les roturiers, au contraire, voulant faire oublier leur origine, s'appliquaient à abolir tout souvenir de leur première

A la Révolution, l'emploi des noms terriens était donc parfaitement légitimé et reconnu par la jurisprudence des Parlements, nullement prohibé par les ordonnances. et possédant l'utilité incontestable de mieux assurer l'identité des personnes en permettant la distinction des branches d'une même famille. La loi du 6 fructidor an II survint alors, régla définitivement cette matière qu'elle régit encore aujourd'hui. Nous avons déjà observé qu'elle fut appliquée avec une rigueur excessive et suivant une interprétation inexacte, contraire à sa lettre et à son esprit. Après avoir interdit, par son art. 1<sup>er</sup>, à tout citoyen de porter d'autres dénominations que celles inscrites dans son acte de naissance, elle ajoute, dans son art. 2, qu'« il est défendu d'ajouter aucun surnom à son nom propre, à moins qu'il n'ait servi jusqu'ici à distinguer les membres d'une même famille, sans rappeler les qualifications féodales ou nobiliaires ». Interdisant pour l'avenir l'emploi de tout surnom nouveau, elle fixait ainsi la composition du nom patronymique, seule désignation officielle permise à chacun. Mais respectant les surnoms déjà acquis et portés dans le but de distinguer les membres d'une même famille, elle consacrait par cela

dénomination. Leurs manœuvres, moins dangereuses, n'étaient point, visés par les édits (Président Hénault, *Abrégé chronologique pour l'an 1629*). Ils ne pouvaient, de cette manière, usurper la noblesse, qualité concédée ou reconnue par l'autorité royale seule.

même l'usage ancien de l'adjonction des surnoms terriens aux noms de famille primitifs. « Sans rappeler les qualifications nobiliaires ou féodales », cette défense s'appliquait aux titres de l'Ancien Régime, y compris les simples dénominations honorifiques, sire, seigneur, sieur, qui ne pouvaient plus être portés désormais. Par contre, elle ne visait pas la particule qui, nous le savons, n'eut jamais aucun rapport avec la noblesse et constituait un élément du nom, non un titre. La loi admettait, en conséquence, tout ce qui était nom ou surnom, refusait tout ce qui était titre. Les surnoms terriens employés jusqu'alors, n'étaient donc nullement interdits, à condition qu'ils eussent été portés comme noms et non comme une simple qualification honorifique. Peu importait qu'ils eussent été le support d'un titre ou d'une qualité seigneuriale, s'ils avaient été réellement, et indépendamment du titre, incorporés au nom patronymique. Telle est l'interprétation juste de la loi du 6 fructidor an II par la jurisprudence la plus rationnelle et définitive (1).

La simple possession, insuffisante pour le nom ordinaire, suffisait donc pour l'acquisition des noms de terre. Elle créait alors un véritable droit, dont le

(1) Req. 15 décembre 1845, D. 46, 1, 60; Angers, 23 mars 1876, S. 76, 2, 283; Rennes, 20 avril 1880, S. 81, 2, 30; Caen, 11 juin 1861, Recueil Caen, 61, 284; *id.*, 15 septembre 1860, Rec. Caen, 60, 277; *id.*, 29 juil., 1919, 24 novembre 1919, non encore publiés.

réclamant peut se prévaloir aujourd'hui à certaines conditions.

Il faut d'abord que l'incorporation du surnom réclamé ait eu lieu antérieurement à la législation intermédiaire qui supprima l'emploi des surnoms nouveaux dans l'avenir. En cas de plusieurs noms de terre portés successivement pendant des périodes différentes par la branche du demandeur, seul le dernier surnom, porté au moment de la Révolution, avait pu être incorporé et peut faire l'objet de la réclamation. L'incorporation résultera de l'intention persistante des auteurs du réclamant de se servir du nom de terre. Cette intention se dégagera d'une possession constante, publique, non équivoque et suffisamment prolongée. Ce sont là les mêmes conditions que celles, précédemment énumérées, exigées pour la possession du nom patronymique en général. La seule différence sera dans une exigence moindre quant à la durée de la possession du surnom. Il sera inutile d'invoquer une possession immémoriale ou centenaire. Une durée de trente ans ne sera même pas nécessaire, pourvu qu'elle ait précédé immédiatement la période intermédiaire et qu'elle soit suffisante pour que l'adjonction se soit produite (1). Quant aux faits de possession d'où se

(1) Civ. 10 mars 1862, D. 62, 1, 219. Paris, 28 juin, 1867, D. 67, 2, 99. Rennes, 20 avril 1880, S. 81, 2, 30. Poitiers, 9 juillet 1866, D. 66, 2, 192 et consultation Pervinquière, etc., etc.

dégagera la certitude de cette adjonction, ce sera là question de fait laissée à l'appréciation des Tribunaux (1).

## II. — Conditions relatives au refus du défendeur

Lorsqu'il s'agit d'une réclamation de nom dirigée contre une personne pour la contraindre à employer la désignation qu'elle nous refuse, nous n'aurons pas à faire la preuve d'un préjudice ni à établir la mauvaise foi du défendeur. L'exercice des droits de la personnalité opposables *erga omnes*, ne saurait dépendre de l'existence d'un dommage causé par le refus et encore moins du degré plus ou moins grand de la faute commise. « S'agissant ici d'un trouble apporté à l'exercice d'un droit considéré comme absolu de sa nature, on ne se préoccupe pas de savoir s'il y a faute ou non de la part du défendeur ou si le demandeur a été ou non lésé dans ses intérêts : il réclame la reconnaissance et l'exercice de son droit ; satisfaction lui sera donnée par le fait seul que ce droit existe. » (2)

L'existence de la mauvaise foi ou d'un dommage

(1) Jurisprudence constante de la Cour de cassation depuis l'arrêt du 5 novembre 1860, D. 60, 1, 489, Req. 22 oct. 1901, S. 02, 1, 191.

(2) Saleilles, *Rev. crit.*, 1900, p. 99.

permettra au demandeur de réclamer, en outre, des dommages-intérêts qui ne seraient pas dûs dans le cas contraire (1).

Mais on ne saurait admettre un exercice aveugle de notre action, si les circonstances mêmes, dans lesquelles s'est produit le refus, ne rendaient pas nécessaire, tel que nous l'exigeons, l'emploi de notre nom. Le but poursuivi étant d'assurer notre identité et d'éviter les confusions, nous ne pourrions aller, en dehors de cette éventualité, contre certaines règles ou usages. Là où le patronymique est suffisant pour assurer cette identité, il serait purement vexatoire de réclamer toute la liste de nos prénoms. Encore moins, pourrions-nous exiger l'emploi des éléments non obligatoires de la dénomination, tels que sobriquet et pseudonyme. Celui-ci, particulièrement, ne sera exigible que dans les circonstances où son emploi est légal. D'autre part, il faut que le refus s'entoure d'une certaine publicité, c'est-à-dire qu'il se soit produit au regard des tiers, susceptibles d'être induits en erreur sur la véritable personnalité du demandeur.

### III. — Conditions relatives à l'intérêt du demandeur.

La demande en réclamation de nom doit présenter un intérêt suffisant pour être prise en considération

(1) Riom, 8 décembre 1846, D. 47, 2, 56.

suivant la maxime « l'intérêt est la mesure des actions ». Le fondement même de notre droit nous donnera la limite de cet intérêt. Ce fondement étant la faculté de garder distincte et propre notre personnalité, nous ne pourrons exercer d'action que si cette personnalité risque d'être entachée de confusion avec d'autres. Ce sera là une question de fait livrée à l'appréciation des tribunaux. Mais ceux-ci ne peuvent, sans méconnaître notre droit, mesurer trop strictement cet intérêt. Dans bien des cas, l'avantage que nous procurera l'action peut ne pas apparaître comme immédiat. Le tribunal doit, même alors, prévoir l'utilité de sa décision dans l'avenir et, d'une façon plus précise, déterminer l'éventualité d'une confusion possible de personnes. L'intérêt existe, en effet, dès que cette confusion, sans être imminente, court quelque chance de se produire. Ainsi, a-t-on justement reconnu le droit d'exiger l'énumération des prénoms dans l'ordre du registre de l'état-civil (1).

Pour le nom patronymique, suivant toujours notre fondement, cet intérêt sera renforcé par le sentiment des traditions et de la cohésion des membres d'une famille (2). Cette considération devra faire admettre toutes les demandes en réclamation de

(1) Trib. Reims, 9 janv. 1903, *Gaz. Pal.*, 03, 2, 118.

(2) Nancy, 1<sup>er</sup> juillet 1911, *Gaz. Pal.*, 1911, 2, 574.

particules, de noms terriens additionnels qui présenteront toujours un intérêt moral suffisant, indépendamment du sentiment de vanité moins louable qui apparaît souvent dans ces demandes, intérêt moral que justifie le désir de se conformer à la volonté de ses ancêtres. Cet intérêt se présentera dans les moindres détails et permettra d'obtenir la rectification d'une simple lettre altérée ou omise dans notre dénomination (1).

#### IV. — Conditions relatives à la qualité du demandeur.

Le nom, en tant qu'élément individuel de la dénomination, ne peut être réclaté que par celui qui, possédant sur lui un droit personnel, rencontre dans l'usage de ce droit une opposition de la part d'une autre personne. L'action ne peut donc être exercée que par le légitime possesseur du prénom ou du pseudonyme. Mais des parents peuvent avoir un intérêt sérieux à réclamer au profit de l'un d'eux et à faire reconnaître un nom individuel. Par dérogation, ils seraient recevables lorsque cette reconnaissance au profit d'un parent leur permettrait d'invoquer pour eux-mêmes un droit d'une autre nature,

(1) Amiens, 24 déc. 1890, D. 93, 1, 245, Toulouse, 18 janvier 1899, D. 1900, 2, 52. Rennes, 4 juin 1878 S. 79, 2, 10 Trib. Orange, 21 avril 1893, S. 93, 2, 281.

comme dans le cas d'une vocation successorale paralysée par une simple erreur de prénoms (1).

Mais en tant qu'élément héréditaire, le nom fait l'objet d'un droit plus considérable. Tous les membres du groupe familial auront, en principe, qualité pour exercer l'action en réclamation, même ceux qui semblent ne pas avoir un droit personnel sur le nom patronymique, tels les descendants par les femmes. En raison du lien de solidarité morale qui unit tous les membres de la famille, agnats et cognats, il faut reconnaître à tous, indépendamment du nom, le droit d'obtenir la reconnaissance de certains devoirs de famille. Or, le nom patronymique constitue, nous l'avons vu, non seulement la marque distinctive de la famille pour les agnats mais également pour tous une preuve nécessaire des rapports de parenté qui régleront ces devoirs. C'est pourquoi nous avons admis, dans un précédent chapitre, la légitimité de l'action en réclamation exercée dans le but de contraindre un parent à porter le patronymique commun afin d'assurer, même éventuellement, l'accomplissement de ses devoirs familiaux.

De même, il faut reconnaître à des descendants par les femmes le droit d'obtenir la rectification du nom de leur ascendant maternel. Aucune bonne raison ne saurait s'y opposer et par dérogation à

(1) Aix. 17 août 1808, S: 1809, 2, 272.

la règle de l'intransmissibilité successorale des droits de la personnalité, on doit admettre au profit des héritiers sans distinction, l'exercice de l'action en réclamation du chef du défunt, quand cette action est nécessaire pour faire reconnaître la véritable individualité du *de cuius* et sauvegarder ainsi les droits des réclamants. (1)

Plus délicate est la question de déterminer si la simple qualité de conjoint permet également la revendication du patronymique. Il convient, au préalable, de fixer les droits de chaque époux sur le nom de son conjoint. A cet égard et sans entrer dans la controverse à laquelle cette question a donné lieu, nous croyons, conformément aux usages traditionnels de notre droit, que la femme acquiert un véritable droit sur le nom de son mari.

La discussion est au reste une pure question de mots. Les auteurs qui dénieient à la femme le droit au nom de son mari, lui reconnaissent cependant « le droit de s'en servir pour indiquer son état de femme mariée » (2). Ce nom traduirait sa qualité, mais ne deviendrait pas son patronymique. A la vérité, la femme, sans quitter le nom de sa propre famille, acquiert un véritable droit sur celui de son mari. Peu importe qu'elle acquière ce nom à titre de patrony-

(1) Req. 23 juin 1869, S. 69, 1, 445.

(2) Planiol, *Traité élémentaire de droit civil*, I n° 394,

mique ou à titre de désignation exprimant sa qualité ; c'est toujours un attribut de sa personnalité que l'usage, sanctionné par la loi, lui a de tout temps reconnu. Or, un usage reconnu par la loi n'est plus seulement un usage, mais un droit véritable. Et celui de la femme mariée durera autant que le mariage et même au-delà, pendant son veuvage, autant qu'elle ne se remariera point. Par une fiction logique, sa personnalité demeure liée à celle de son époux même décédé. Au contraire, le divorce la fait sortir de la famille de son mari, elle perd tout une partie des attributs de sa personnalité, attributs qui composaient son état de femme mariée, lui donnant certains droits et certains devoirs qui s'abolissent par la rupture du lien conjugal. Parmi ces droits, le droit au nom du mari est incontestable. Ce n'est que par l'abus qu'elle en ferait pendant le mariage que la loi dispose qu'elle en peut être déchue (1), et que la Cour de cassation reconnaît au tribunaux prononçant la séparation de corps le pouvoir discrétionnaire de le lui retirer ou de le lui laisser suivant les circonstances (2).

Ces considérations s'appliquent au mari qui joint à son propre nom celui de sa femme, avec cette différence toutefois qu'ici l'usage n'a pas encore eu l'extension et l'autorité immémoriale du précédent.

(1) Art. 311 du Code civil.

(2) Req. 3 janvier 1900, Pand. franç., 1901, 1, 49.

La loi en reconnaît également la légitimité, mais en prévoyant la rareté du cas. « *Dans les cas où le mari aurait joint à son nom celui de sa femme...* », dit l'art. 311, il serait donc prématuré de reconnaître au mari un droit aussi étendu et aussi précis que l'est au contraire celui de la femme. Pour concilier ces tendances nouvelles de l'égalité des sexes dans le mariage avec la tradition de l'unité du nom des époux, la loi n'admet pour le mari que le droit à une simple adjonction du nom de la femme au sien propre. Elle ne veut voir là qu'un surnom porté par le mari en dehors des actes juridiques officiels et qui assurera d'une façon plus précise son identité (1).

Ainsi, tandis que le droit de la femme sur le nom de son mari a tous les caractères d'un droit au nom patronymique, le mari n'a droit au nom de la femme que comme surnom, nous avons noté plus haut son droit de le retenir sur les poursuites de tiers (2), mais il serait exorbitant de lui permettre d'en exiger la reconnaissance officielle. Il semble que ce n'est encore qu'une simple tolérance.

La femme aura donc le droit d'agir en réclamation du nom de son mari dans les mêmes conditions que les parents de celui-ci. Ainsi elle pourra demander la

(1) Trib. Seine, 18 novembre 1904, *France Judiciaire*, 1905, 151. Trib. Dieppe, 13 novembre 1908, *Gaz. Pal.* 1910, 1, 10.

(2) Trib. Seine, 19 avril 1902 et Paris, 21 janvier 1903, précitées.

rectification du nom de son mari décédé et même celle du nom de son beau-père (1). Elle bénéficiera des changements et rectifications obtenus par ses enfants et par ses beaux-parents, comme elle en aurait bénéficié sur l'action de son mari vivant (2).

Au contraire, celui-ci ne peut agir, à son profit, en réclamation du nom de sa femme décédée. Mais il faudrait admettre, en tous les cas, son droit d'agir au profit d'un tiers lorsque son intérêt le lui commanderait et lorsque le succès de l'action lui assurerait un avantage d'une autre nature.

(1) Rennes, 4 juin 1878, S. 79, 2, 10.

(2) Angers, 12 août 1901, S. 04, 2, 30.

## CHAPITRE IV

### ACTION EN CONTESTATION DE NOM

#### § 1. — *But et champ d'application.*

Les troubles apportés par les tiers dans l'usage de notre droit peuvent encore consister dans l'emploi, illégal et injustifié par eux, de notre dénomination. Cette atteinte grave à notre personnalité dont se revêtent les usurpateurs est la source certaine de confusions préjudiciables que l'action en contestation ou usurpation ou suppression de nom nous permet de réprimer ou de prévenir.

Tandis que l'action en réclamation de nom est dirigée tantôt contre une personne tantôt contre un acte dont on demande la rectification, l'action en contestation vise toujours principalement une personne, auteur de l'usurpation, et la rectification de l'acte dans lequel la fausse dénomination a été prise s'ensuivra naturellement. Bien entendu, suivant les

règles de compétence que nous avons posées, le défendeur sera assigné devant le tribunal du lieu où l'acte a été dressé s'il s'agit de la rectification d'un acte de l'état-civil, devant le tribunal de son domicile dans les autres cas.

Les usurpations de nom peuvent se produire dans des circonstances variées. La plus fréquente est celle où l'usurpateur s'attribue lui-même la dénomination contestée, prénom, nom de famille, surnom, pseudonyme. Dans d'autres cas, le nom est employé pour désigner un tiers vivant (1), un personnage de roman, de théâtre, ou un être inférieur ou même une chose. Cette dernière hypothèse se présente quelquefois dans le commerce, où pour lancer un produit ou un objet nouveau on se sert d'un nom connu afin d'attirer le public. Notre droit d'interdire de tels emprunts à notre personnalité est si bien reconnu que les inventeurs se mettent à l'abri de toute réclamation en sollicitant au préalable l'autorisation de l'intéressé.

Ces derniers cas font apparaître de la façon la plus évidente le caractère du droit au nom, droit de la personnalité. Notre action basée sur la faculté de garder distincte et exclusive notre individualité, nous pouvons poursuivre la répression de tout fait susceptible d'engendrer dans l'esprit du public une

(1) Rouen, 28 juin 1893, *La loi* 93, p. 1078.

assimilation de notre personne au personnage du roman et même une simple évocation de notre personne. Or le fait d'orner de notre nom ce personnage ou ce produit peut nous faire justement craindre qu'on nous prête les sentiments, les paroles et le caractère du personnage, qu'on suppose à tort que nous sommes les commanditaires ou les fabricants du produit. Et même si l'assimilation ne devait avoir aucun effet fâcheux, nous pouvons désirer qu'il ne soit pas question de nous, qu'on ne nous pose ni en héros de roman ni en lanceur d'affaires. C'est le droit de chacun d'exiger des tiers le silence sur soi, sur sa vie privée, d'obtenir ainsi le respect de sa personnalité et de l'expression de cette personnalité, le nom.

Il est curieux de constater que les auteurs qui n'ont pas entrevu d'une façon générale le caractère du droit au nom, l'entrevoient dans ces cas particuliers (1) ; ils ne semblent y voir cependant qu'une protection de la personne contre l'ironie ou la malignité qui, seules, justifierait notre action. Nous ne croyons pas qu'il soit nécessaire que l'usurpation de nom soit faite dans une intention blessante. Comme nous venons de le dire, notre désir qu'on ne parle de nous ni en bien ni en mal, doit être respecté et on sent toute l'injustice qu'il y aurait à

(1) Planiol, *op. cit.*, n° 401.

subordonner notre droit d'agir à l'existence d'une satire vexatoire de la part de l'auteur. Il y a bien là toute la différence, dégagée dans un précédent chapitre, entre l'action en diffamation, protégeant l'honneur, et notre action, protégeant le nom. Donc, l'action nous appartient même si aucune ironie ou malignité ne se manifeste dans l'œuvre à notre égard. La jurisprudence nous offre de nombreux exemples d'une répression d'atteintes à la personnalité sans allusions satiriques expresses (1).

## § 2. — Conditions

Les conditions d'exercice de l'action en contestation de nom peuvent se grouper sous les mêmes rubriques que celles relatives à l'action en réclamation. Elles sont sensiblement les mêmes que ces dernières et n'en diffèrent que par quelques points de détail caractérisant la portée respective des deux actions. D'une façon générale, elles seront plus rigoureuses; car, si la réclamation d'un nom, tendant soit à rectifier notre état-civil soit à le faire énoncer exactement par les tiers, ne porte aucun préjudice à ceux-ci et risque peu de bouleverser les relations sociales, au contraire la contestation d'un

(1) Req. 23 avril 1903, S. 1904, 1, 173. V. plus haut chap. II, § 2. Trib. Seine, 20 juin 1884, Ann. propr. ind., 88, p. 183, Trib. Seine, 21 avril 1920, « Jane Catulle-Mendès c/Ronvoyre », rapporté par le *Mercure de France* du 15 juin 1920, p. 766.

nom préjudicie toujours au défendeur, qui souvent, de bonne foi, se voit enlever le terme qui jusqu'alors exprimait aux yeux du public sa personnalité, et menace de le faire rentrer dans une obscurité dont il était peut-être à grand'peine sorti, indépendamment du dommage grave causé à sa réputation. Enfin les contestations de nom, admises à la légère, compromettraient plus certainement l'ordre public; les réclamations de nom n'aboutissent guère qu'à l'adjonction d'un nom nouveau au nom actuel dont le maintien assure la continuité de la personne, au contraire les contestations aboutissent plus souvent à des suppressions radicales de noms et leur fréquence troublerait considérablement les rapports sociaux.

#### I. — Conditions relatives au droit du demandeur

Le demandeur devra d'abord établi que le nom qu'il conteste lui appartient. A cet effet, il se servira des mêmes preuves que le demandeur à l'action en réclamation. La représentation de son acte de naissance sera suffisante et, si le défendeur en conteste les énonciations, il appartiendra à celui-ci, en faisant la preuve de l'erreur, d'établir le défaut de qualité et par conséquent de droit de son adversaire. Nous déterminerons plus loin que le demandeur

peut encore, sans avoir un droit personnel au nom usurpé, posséder une qualité suffisante à le contester, comme membre de la famille : la preuve se fera alors, non plus par la production de son acte de naissance mais par celle de l'état-civil de ses ascendants. Enfin, si tout en ayant un droit personnel, le demandeur ne peut en justifier par l'acte de naissance, il lui faudra au préalable faire rectifier celui-ci par la voie ordinaire des actions en rectification d'état-civil, nul ne pouvant porter ou prétendre porter un autre nom que celui exprimé dans son acte de naissance (Loi du 6 fructidor, an II).

Pour le pseudonyme et le surnom, les mêmes considérations développées dans notre précédent chapitre s'appliquent ici, l'usage et la possession étant seuls constitutifs du droit.

Après avoir établi son propre droit, le contestant devra prouver le défaut de droit chez le défendeur. Certaines difficultés peuvent alors se présenter. Le défendeur, représentant son acte de naissance exprimant le nom litigieux, répondra à cette première attaque du demandeur qui n'aura d'autre ressource que de démontrer l'erreur de cet acte par sa comparaison avec les actes successifs de l'état-civil des auteurs du défendeur, remontant ainsi à l'époque de l'usurpation primitive. Dans ce cas, les tribunaux se montreront particulièrement rigoureux pour le demandeur. Bien souvent, lors même que le

défendeur ne saurait démontrer le droit qu'avaient ses auteurs de prendre la désignation contestée, les juges prenant en considération l'usage et la longue possession du nom par la famille du défendeur, pourraient débouter le demandeur (1). Tout naturellement, on exigera d'abord de celui-ci qu'il établisse une possession antérieure à celle du défendeur. En outre, tenant compte des règles que nous avons indiquées sur les caractères de la possession comme élément de preuve, on maintiendra son nom au possesseur si la possession en a été par lui et ses ascendants, loyale, paisible, publique, constante et immémoriale c'est-à-dire au moins centenaire. Pour combattre cette possession, le demandeur devrait démontrer qu'elle fût précédée d'une période d'une durée supérieure, au cours de laquelle le nom litigieux n'existait pas dans la famille du défendeur. La difficulté de rapporter une semblable preuve met la plupart des noms dûment portés suivant l'état-civil à l'abri de toutes contestations. Mais on voit qu'en principe, quelle que soit l'ancienneté d'une usurpation, le demandeur peut la faire cesser, un état de fait prolongé non conforme au droit ne pouvant créer de droit (2).

(1) Riom, 2 janvier 1865, D. 65, 2, 17. Req. 10 mars 1914, *Journal du Palais*, 14, 1, 45.

(2) Req. 29 juin 1825, S. 26, 1, 405, Paris, 4 décembre 1863, D. 64, 2, 12, Trib. Seine, 9 janvier 1878, précité, Paris, 20 juillet 1879, S. 80, 2, 203, Paris, 30 mai 1879, D. 79, 2, 137.

D'autre part, si l'acte de naissance du défendeur n'exprime pas le nom contesté, la preuve du défaut de droit est faite en principe. Cependant le défendeur peut prétendre par ailleurs à la dénomination litigieuse et, démontrant l'erreur de l'acte de naissance, faire la preuve de son droit. Mais il semble qu'il pourrait être contraint à faire rectifier cet acte conformément à son droit et à sa prétention. En pratique, il s'empressera de le faire afin d'être à l'abri de nouvelles contestations.

## II. — Conditions relatives à l'usurpation.

Pour qu'il y ait usurpation donnant droit à contester un nom, il faut que l'abus se soit produit dans certaines circonstances. Ecartons tout d'abord la mauvaise foi comme élément nécessaire de l'usurpation et répétons ce que nous avons dit plus haut pour l'action en réclamation : l'intention du défendeur est parfaitement indifférente, sa mauvaise foi ne servirait qu'à exiger de lui des dommages-intérêts.

Mais l'usurpation doit être publique.

Il ne suffirait pas que le nom ait été pris dans un cercle restreint et privé, comme celui de la famille du défendeur. On doit entendre ici comme public l'emploi du nom aux yeux des tiers, particulièrement

dans le milieu du demandeur, emploi pouvant amener une confusion des deux personnalités (1). La publicité doit être jugée suffisante quand l'usurpation est commise non seulement dans des actes publics, mais dans des journaux, revues, livres, dans un annuaire d'affaires ou mondain, voire dans des cartes de visite dont on se sert. Dans tous ces cas, la confusion est possible et notre droit s'exercera utilement.

Une limite s'impose cependant dans les cas de banalité d'un nom. Il est certain que les dénominations très répandues, comme Durand, Dupont, Duval, Martin, furent, moins que les autres, l'objet d'un droit exclusif. Leur caractère d'appellations courantes, familières et répétées dans le public, est du reste le plus sûr garant de leur non-usurpation. Cependant l'usage illégal d'un de ces noms pourrait se produire dans des circonstances portant atteinte à la personnalité du demandeur. Celui-ci faisant la preuve que seule sa personnalité a été visée en l'espèce et, par exemple, que c'est bien à sa propre famille qu'en-

(1) Trib. Seine, 1<sup>er</sup> août 1903 et Paris, 24 mai 1905, S. 06, 2, 217. Dans cette espèce, il semble que les conditions de l'usurpation étaient réalisées, on devait décider que la qualité identique d'écrivain, des deux parties en cause, s'adressant au public en général, créait le risque certain de confusion des deux personnalités par la similitude des signatures. La considération s'attachant au long usage du pseudonyme pouvait seule justifier le rejet de la demande.

tendait se rattacher le défendeur en usurpant le nom et en provoquant une confusion, réussirait certainement dans son action. Les agissements du défendeur devraient être précisés non seulement quant à l'usurpation du nom, mais aussi quant aux manœuvres secondaires trahissant son intention. L'intérêt qu'il aurait à se rattacher strictement à la famille du demandeur ou à se substituer à lui dans l'esprit du public, serait également pris en considération.

Enfin, une limite peut encore s'imposer dans les cas spéciaux où l'action porte sur le nom donné au personnage d'un récit ou sur celui d'un objet. Il est naturel de ne pas admettre les contestations de noms ayant acquis dans l'esprit du public une valeur historique ou légendaire. Les mots passés dans le domaine de l'histoire, de la légende et de l'usage courant soit inattaquables. L'action serait irrecevable, parce que tardive et sans intérêt. Aucune confusion ne serait en effet à redouter dans une telle hypothèse.

### III. — Conditions relatives à l'intérêt du demandeur.

Les mêmes considérations développées à ce sujet pour l'action en réclamation s'appliqueront ici. Le même fondement, la sauvegarde de notre personna-

lité, comme individualité propre ou comme représentant notre famille, nous donne la mesure de cet intérêt. De même encore, cet intérêt doit être largement apprécié par les tribunaux. Il n'est pas seulement nécessaire que l'avantage que nous retirerons de l'action soit immédiat, un intérêt éventuel suffit pour qu'elle soit admise. Le tribunal appréciera si l'usurpation est de telle nature qu'elle puisse entraîner une confusion et ordonnera, dans l'affirmative, toutes mesures pour la prévenir (1). Et du fait seul que cet intérêt est en éveil, la moindre lésion nous cause un préjudice que nous n'aurons pas à démontrer. Le préjudice très vague résultant d'une confusion éventuelle de personnes ne suffirait pas à fonder notre action si elle ne reposait sur un droit particulier, d'une nature propre, dont l'existence nous permet d'agir toutes les fois qu'il est atteint.

Les auteurs qui contestent que le nom puisse être l'objet d'un droit, exigent du demandeur la preuve d'un dommage et invoquent en ce sens la jurisprudence du Conseil d'Etat statuant sur les oppositions aux décrets autorisant les changements de nom (2).

(1) « ...S'il se trouve lésé dans son intérêt par le fait qu'un autre se sert indûment du même nom, l'ayant droit peut agir en justice pour obtenir qu'il soit mis fin aux faits qui lui portent préjudice à cet égard. *Si des faits analogues sont à craindre pour l'avenir, il peut en poursuivre l'interdiction.* » Code civ. allem., art. 12.

(2) Planiol, *op. cit.*, nos 397 à 400. Bandry Lacantinerie et

L'action aurait donc un caractère délictuel et serait basée sur les art. 1382 et 1383 du Code civil. Nous ne reviendrons pas sur notre tentative de démontrer l'existence du droit au nom et sur les objections que nous avons opposées à cette théorie qui ne semble voir dans le nom actuel qu'une simple désignation utile de la personne, sans évocation des qualités personnelles ou familiales, telle qu'il l'était à l'époque primitive de la formation des noms comme de celle de tous les mots de la langue, mais qui cesse de n'être que cela de nos jours où le nom apparaît avec toute sa valeur morale acquise au cours de l'histoire et des générations successives par le développement des personnalités et la signification complexe de son élément héréditaire.

L'exemple de la jurisprudence du Conseil d'Etat, d'autre part, n'a pas une force suffisante au regard de la jurisprudence des Cours et Tribunaux admettant justement l'exercice de notre action sans justification d'un dommage quelconque. La procédure suivie devant le Conseil d'Etat, tant pour les requêtes à fin de changement de nom que pour les oppositions aux décrets rendus, diffère profondément quant à sa nature de celle de l'action en contestation de nom.

Houques-Fourcade, *Des Personnes*, t. I, p. 305, 307 et 308. Conseil d'Etat, 6 août 1861, D. 62, 3, 77, 16 juillet 1880, D. 1881, 3, 74, 4 déc. 1896, D. 98, 3, 35, 24 mai 1901, D. 1902, 3, 99.

Nous avons indiqué qu'au contraire du demandeur à la contestation qui exerce un véritable droit et invoque des motifs juridiques, le requérant, s'adressant au Gouvernement pour obtenir le changement de son nom, n'apporte à l'appui de sa demande que des considérations d'équité et d'opportunité. De même l'opposition au décret n'est point un recours contentieux, et l'opposant n'a point à démontrer le défaut de droit qui, on le sait, n'a jamais existé chez l'impétrant ; il ne peut d'ailleurs se plaindre d'une usurpation consentie et sanctionnée par la puissance publique. Il est vrai, pourtant, que le décret étant constitutif d'un droit au profit de l'impétrant, l'opposant qui succombe sera dans l'impossibilité de contester, plus tard, en justice, ce nom légalement et définitivement acquis par collation.

Il y a là certainement une constatation qui blesse l'équité et la logique juridique. Disons simplement que cette jurisprudence est regrettable et que, loin de nous faire hésiter, elle nous incite à rallier celle des tribunaux judiciaires, les seuls appelés à statuer en notre matière (1).

(1) Notamment Bordeaux, 4 juin 1862, S. 63, 2, 6, Paris, 4 décembre 1863, D. 64, 2, 12. Paris, 16 mai 1900, D. 1902, 2, 174. Cass. 10 novembre 1902, S. 1903, 1, 505 et surtout Req. 25 mars 1908, *Gaz. pal.*, 08, 1, 549 qui reconnaît au demandeur, outre son droit propre et suffisant par lui-même à la contestation, le droit de réclamer des dommages-intérêts au cas d'un dommage constaté.

IV. — Conditions relatives à la qualité du demandeur.

Seul, le légitime possesseur d'un nom individuel usurpé peut exercer notre action. Lui seul a, d'autre part, intérêt à agir. On pourrait cependant admettre une dérogation à cette règle dans certaines circonstances d'usurpation de prénom ou de pseudonyme, quand l'intérêt du demandeur à l'action apparaîtrait tel qu'on ne saurait lui dénier toute qualité pour l'exercer. Cette hypothèse se présenterait lorsqu'un individu, usurpant le pseudonyme d'une personne décédée, ou son prénom (en supposant, bien entendu, une complète homonymie par les deux patronymiques), tendrait à bénéficier de la notoriété du défunt, soit en se faisant passer pour lui aux yeux du public soit en faisant supposer qu'il appartient à la même famille. Il est d'usage, en effet, dans certaines familles connues de perpétuer l'illustration ou la notoriété d'un ascendant en gardant son prénom qui, joint par un trait au patronymique, forme comme un élément de celui-ci. Aucun doute, dans ce dernier cas, sur l'intérêt des héritiers à réprimer l'usurpation : leur propre personnalité est atteinte indirectement et l'honorabilité de leur famille risque d'être compromise par l'intrusion d'un tiers. La solidarité familiale leur commande de prévenir la confusion et leur donne qualité plus que suffisante pour agir.

Quant à l'usurpation d'un pseudonyme dans les

mêmes circonstances, un intérêt également considérable leur donne qualité : l'usurpateur, par ses agissements, peut amener cette créance dans le public qu'il est parent du défunt, exerçant la même profession sous un même pseudonyme qu'on suppose bien souvent être un véritable nom patronymique. Il peut y avoir là un risque d'immixtion dans la famille des héritiers, atteinte par conséquent à leur propre personnalité, donc droit pour eux de la sauvegarder, devoir de défendre la communauté familiale et de protéger la mémoire du *de cujus*.

Quant au nom patronymique proprement dit, le droit d'en contester l'emploi irrégulier doit être reconnu à tous les membres de la famille indistinctement, même à ceux qui n'ont pas personnellement l'usage du nom, comme les cognats. Unis par un même lien de solidarité morale, ils sont fondés à interdire à tous étrangers de s'introduire dans leur famille sous le couvert du nom (1).

Les conjoints ont également qualité pour réprimer l'usurpation (2) : la femme, incontestablement, du fait qu'elle possède un droit personnel au nom de son mari et qu'elle conserve ce droit pendant son veuvage (3) ; le mari, même s'il ne porte pas lui-

(1) Paris, 7 août 1884, *Gaz. pal.*, 86, 2, 583.

(2) Cass. 15 juin 1863, D. 63, 1, 313, Trib. Seine, 7 juillet 1905, *Pand. franç.*, 06, 2, 30.

(3) Trib. Seine, 9 janvier 1878, *Journ. Clunet* 78, p. 378.

même le nom de sa femme comme surnom, du fait qu'il s'est allié à la famille de l'épouse, peut être considéré comme un membre nouveau de cette famille. Si les effets matériels de l'alliance s'éteignent par la mort de l'un des conjoints, en l'absence d'enfants vivants, il n'en saurait être de même des effets moraux et le mari survivant doit pouvoir défendre la personnalité de sa femme, demeurée par fiction liée à la sienne tant qu'il ne s'est pas remarié.

Parmi les parents, ayant qualité pour agir en contestation du patronymique, il faut comprendre les collatéraux qui ne portent pas personnellement le nom. Ce droit leur a été vivement contesté et leur simple qualité de collatéraux est jugée insuffisante par beaucoup d'auteurs (1). La jurisprudence est cependant fixée en sens contraire et avec raison, à notre avis. Du moment qu'il ne peut s'agir de propriété du nom, mais seulement d'un droit fondé, quant au patronymique, sur la communauté d'origine et la solidarité morale de tous les membres d'une famille, tous ceux, agnats et cognats, qui sont unis par un lien de parenté certaine, ont qualité pour exclure de leur race les tiers imposteurs.

Remarquons donc qu'en défendant un nom qu'ils ne portent pas, ce n'est pas en réalité le nom même qu'ils défendent, mais leur propre qualité de parents

(1) Appert, S. 99, 1, 337; Lepelletier, rapport, *id.*; Lallier, n° 154; Tournade, *op. cit.*, p. 101 et 102.

avec les véritables intéressés. Une personne ne veut pas qu'un étranger, sans droit, puisse se faire passer pour le fils d'une tante ou d'un cousin. Et surtout si la parenté est particulièrement notoire comme dans les familles très connues dont les alliances sont précieusement conservées, l'intérêt peut être considérable pour le demandeur. Lui refusera-t-on l'action pour défaut de qualité? Non, s'il peut invoquer avec certitude le lien qui l'unit aux porteurs du nom (1).

Mais une limite semble pourtant devoir s'imposer quand la parenté sera très éloignée. La jurisprudence a cru bon, pour empêcher des conflits incessants dont l'intérêt sera de moins en moins évident à mesure que chaque branche, se ramifiant elle-même, s'éloigne davantage de la souche commune, de subordonner le droit d'agir à la vocation héréditaire qui s'éteignait autrefois au 12<sup>e</sup> degré (2). Si même, pour une raison d'opportunité, cette opinion pouvait être admise, elle ne saurait plus l'être aujourd'hui où le dernier degré successible est le 6<sup>e</sup>. Mais elle ne peut être acceptée dans son principe même, aucune analogie n'étant possible entre le droit au nom et le droit de succession. L'intérêt,

(1) Trib. Seine, 2 juillet 1823, Paris, 26 juin 1824, Cass. 3 avril 1826, S. 26, 1, 357.

(2) Trib. Seine, 10 novembre 1865, *Gaz. trib.*, 18 nov. 1865; Aix, 25 juillet 1867, D. 68, 2, 33 et Req. 20 avril 1868, D. 68, 1, 292, même espèce.

dans notre matière est presque toujours moral, et il ne sera que moral dans la contestation du nom d'un collatéral éloigné. Les effets matériels de la parenté devant désormais s'éteindre au 7<sup>e</sup> degré, doit-il en être ainsi pour les effets moraux ? Aucune fiction juridique ne saurait le faire admettre, et si même le législateur dans un but pratique et surtout fiscal, a voulu restreindre les premiers, il n'a point entendu nier la perpétuité des seconds (1).

Il nous semble donc impossible, en droit, de déterminer le degré à partir duquel les collatéraux n'auront plus qualité pour agir. En fait, cette détermination ne paraît pas nécessaire ; l'intérêt sera toujours le meilleur guide et l'on pourrait sans danger reconnaître au juge une appréciation souveraine de cet intérêt qui manquera toujours à un certain moment. La considération d'une parenté certaine et sans équivoque aura sa valeur dans cette appréciation, et surtout la notoriété de l'alliance de la famille du demandeur à celle qui possédait le nom litigieux.

(1) V. en ce sens les conclusions de l'avocat général Boissard sous Aix précité.

## CHAPITRE V

### RÔLE DU MINISTÈRE PUBLIC

En matière civile, le ministère public est tantôt partie jointe, tantôt partie principale. La loi a déterminé son rôle à cet égard dans l'art. 83 du Code de procédure civile et dans l'art. 46 de la loi du 20 avril 1810. Nous devons examiner dans quelle mesure ces textes s'appliquent à la matière spéciale des noms.

1<sup>o</sup> Par voie de réquisition, d'abord, le ministère public agit dans toutes les causes qui lui sont communicables et dans toutes celles où il juge lui-même nécessaire cette communication que le tribunal a toujours le droit d'ordonner d'office (art. 83 Code proc. civ.). Or, parmi ces causes, figurent celles qui concernent l'état des personnes, et, plus généralement, toutes celles qui concernent l'ordre public. En conséquence, le ministère public sera partie jointe, chaque fois que la question de nom se doublera d'une question d'état et dans tous les autres cas où l'ordre

public peut paraître intéressé ; en fait, les tribunaux ordonnent toujours la communication du dossier, même dans les causes secondaires, et le parquet se borne alors à apposer son visa.

2<sup>o</sup> Par voie d'action le droit d'agir du ministère public est défini par l'art. 46 de la loi du 20 avril 1810 qui a remplacé l'art. 2, titre VIII, du décret des 16-24 août 1790. Cet article, par ses deux alinéas, a soulevé une vive controverse.

Un grand nombre d'auteurs, distinguant entre les deux alinéas, ne reconnaissent, conformément au premier, le droit d'action d'office du ministère public que dans les cas spécifiés par la loi. Le second alinéa viserait un simple droit de surveillance, la mission consistant à veiller, dans l'intérêt de l'ordre public, à l'exécution fidèle des décisions législatives et judiciaires, comme la surveillance de la rédaction des minutes des jugements et le contrôle des registres de l'état-civil (1).

Au contraire, d'autres auteurs, considérant que le deuxième alinéa de l'art. 46 vient compléter le second, reconnaissent au ministère public le droit d'agir en matière civile toutes les fois que l'ordre public est intéressé. Qu'est-ce, en effet, disent-ils, que « poursuivre d'office l'exécution des lois dans les dispositions qui intéressent l'ordre public », si ce n'est

(1) Glasson, *Précis de Procédure civile*, I, n<sup>o</sup> 124.

pour le Parquet le droit d'agir comme partie principale quand l'intérêt général est en jeu et le lui commande.

La jurisprudence, après quelques hésitations, s'est définitivement rangée à la première opinion, ne reconnaissant au ministère public le droit d'agir au civil que dans les cas limitativement énumérés par la loi (1).

Dans notre matière, elle admet cette action, en invoquant certains textes qui reconnaissent au parquet le droit de provoquer les rectifications des actes de l'état-civil dans les circonstances qui intéressent l'ordre public (2).

« Si, disent ces arrêts, aux termes de l'art. 2, titre VIII, de la loi des 16-24 août 1790, les fonctions du ministère public, en matière civile, ne s'exercent pas par voie d'action, il a été dérogé à cette règle par l'art. 46, § 1<sup>er</sup>, de la loi du 20 avril 1810, qui attribue au ministère public le droit d'agir d'office au civil, dans les cas spécifiés par la loi ». Par cette affirmation, ils entendent bien se ranger à la pre-

(1) Cass. 20 décembre 1906, S. 07, 1, 157 ; Cass. 17 décembre 1913, D. 1914, 1, 261.

(2) Avis du Conseil d'Etat, 12 brumaire an XI, *Lois Duvergier*, t. XIV, p. 31 ; Décret du 18 juin 1811, art. 122, *id.*, t. XVII, p. 454 ; Loi du 25 mars 1817, art. 75, *id.*, t. XXI, p. 137. Cass. 2 arrêts du 24 décembre 1901, S. 1902, 1, 353 et note de M. Perreau ; Cass. 25 octobre 1905, D. 06, 1, 337 et note de M. Planiol ; Cass. 12 mai 1920, *Gaz. pal.*, 13 août 1920.

mière opinion qui se refuse à voir dans la deuxième partie du même article une disposition complémentaire de celle qui fait l'objet du premier alinéa. Ils ajoutent : « L'avis du Conseil d'Etat du 12 brumaire an XI, l'art. 122 du décret du 18 juin 1811 et l'art. 75 de la loi du 25 mars 1817 reconnaissent au ministère public le droit d'action en matière de rectification d'actes de l'état-civil dans toutes les circonstances qui intéressent l'ordre public ».

Il n'y aura donc qu'en matière d'actes de l'état-civil que le parquet aura le droit d'agir comme partie principale et encore faudra-t-il qu'en l'espèce l'ordre public soit intéressé. On doit considérer l'ordre public comme intéressé, à notre avis, non seulement dans les cas d'omission ou de mutilation d'un acte de l'état-civil, cas visés expressément par les textes précités, mais encore dans les hypothèses d'une erreur ou d'une altération du nom qu'il constate, pour cette raison, contestée par certains auteurs, que « la constitution légale des familles repose sur la tenue régulière des registres de l'état-civil (1) ». C'est dans ce sens que les arrêts décident que « le droit d'action du ministère public ne saurait notamment lui être contesté dans les conditions d'ordre public que les lois du 6 fructidor, an II, 11 germinal an XI et 28 mai 1858 ont eu principale-

(1) Planiol, *op. cit.*, n° 532 et note sous cass. 25 octobre 1905 précité.

ment en vue en défendant à toutes personnes de prendre dans les actes de l'état-civil des noms ou des titres qui ne leur appartiennent pas, et en rappelant comme un des attributs de la souveraineté le droit éminent d'autoriser les changements de noms ».

Cette jurisprudence décide également que le ministère public a qualité pour interjeter appel d'un jugement ordonnant une rectification d'acte de l'état-civil, bien qu'il n'ait été que partie jointe en première instance (1).

De tout ceci, il faut conclure qu'en matière de nom, le ministère public peut agir d'office mais seulement en rectification d'actes de l'état-civil. Il ne saurait en être de même pour les autres actes publics, actes notariés, jugements etc., et encore moins pour les actes privés. Si un arrêt ancien a reconnu au parquet le droit de poursuivre la rectification de noms dans les actes notariés (2), cette solution ne pourrait plus être admise aujourd'hui, sous l'empire de la nouvelle jurisprudence. On ne pourrait tirer argument de la loi du 28 mai 1858, art. 259 du Code pénal, pour accorder cette action dans tous les cas réalisant les conditions délictueuses de l'usurpation, c'est-à-dire titre pris ou nom altéré publiquement, sans droit et en vue de s'attribuer une distinction honorifique. Aucune analogie

(1) Cass. 24 décembre 1901 et 23 octobre 1905, précités.

(2) Req. 25 mars 1867, S. 67, 2, 215.

entre les deux poursuites : sans doute, le ministère public aura le droit d'agir devant la juridiction répressive dans les termes de l'art. 259, et c'est la seule voie normale pour l'action publique de s'exercer. Les pouvoirs restreints du parquet, en matière civile, ne lui permettent pas le choix d'intenter l'action au civil ou au criminel, sauf dans le cas précis d'une usurpation commise dans un acte de l'état-civil et remplissant les conditions de la loi pénale. De deux choses l'une : ou l'usurpation aura été commise dans un acte d'état-civil et le parquet aura l'action au civil pour la rectification de cet acte, quelles que soient les conditions de l'usurpation ; ou bien l'usurpation aura été commise dans un acte d'une autre nature et le parquet ne pourra agir qu'au criminel conformément à l'art. 259. Il nous faut donc convenir, au contraire de certains auteurs (1) que l'altération d'un nom dans un acte notarié ne peut entraîner de poursuites du ministère public que devant la juridiction répressive. *A fortiori* en serait-il ainsi, si l'altération était commise dans un acte sous-seing privé, même produit en public, dans des affiches, enseignes, annuaires d'adresses etc. (2). L'usurpation risque donc de demeurer sans sanction, si d'une part le ministère public ne peut poursuivre dans les termes de la loi

(1) Baudry-Lacantinerie et Houcques-Fourcade, *Des Personnes*, I, p. 297 et 298.

(2) *Contra*, Lallier, *op. cit.*, n° 163.

de 1858 et si, d'autre part, aucun particulier ne réclame. Mais il n'y a là rien de regrettable, l'ordre public n'est en aucune façon compromis, le nom de l'usurpateur reste tel qu'il est énoncé dans son état-civil qui seul en fait foi. Et cette perpétration n'aura pas une portée bien grande ; elle se heurtera à une certaine résistance de la part des notaires, à la faculté que le juge possède de n'employer dans un jugement que le nom qui lui paraît véritable (1), enfin au ridicule dont l'imposteur se couvrira aux yeux d'un public toujours bien informé de la légitimité de sa prétention.

En terminant, signalons au sujet du droit du ministère public d'agir d'office au civil en rectification d'actes de l'état-civil, une extension toute récente de ce droit, que jusqu'à ce jour la jurisprudence semblait ne lui reconnaître qu'en l'absence de tout tiers ayant intérêt et qualité pour agir lui-même. « Le soin de poursuivre de semblables erreurs qui portent atteinte à l'ordre public *sans léser aucun intérêt rival*, ne peut appartenir qu'au ministère public, agissant au nom de la Société, *nul autre n'ayant, en pareil cas, intérêt et qualité pour attaquer*

(1) Décret du 6 juillet 1810, art. 38, *Lois Duvergier*, XVII, p. 130. Le dernier arrêt rendu en cette matière refuse au Ministère public le droit d'agir en rectification du nom pris dans les actes de procédure : Colmar, 6 mars 1860, D. 60, 2, 169.

*le jugement* (1) ». Certains auteurs, approuvant cette restriction, considèrent que l'action du parquet au civil, ne se justifie que par sa nécessité même. Or cette nécessité ferait défaut en présence de particuliers intéressés à agir. Et il serait dangereux, dans ce cas, d'intervenir dans des questions de familles dont l'intérêt personnel, susceptible de s'éveiller, sera toujours le meilleur juge ; ce serait risquer de troubler gravement l'ordre public au lieu de le sauvegarder (2).

Or, la Cour de cassation, par son dernier arrêt du 12 mai 1920, décide au contraire « qu'à raison de la nature des intérêts dont il a la garde, le ministère public peut exercer sa prérogative lors même que l'erreur à redresser, portant atteinte à l'ordre public, serait de nature à léser l'intérêt de particuliers et que ceux-ci s'abstiendraient de demander la rectification (3) ». Donc, même en présence de personnes ayant intérêt et qualité pour agir, le ministère public peut, devant leur inertie, se porter lui-même partie principale. Et cette extension se justifie, contrairement à l'opinion précédente, par cette raison dominante que, si l'on considère l'ordre public comme engagé, le droit et le devoir du parquet de le

(1) Cass. 24 déc. 1901, précité.

(2) Perreau, *Le Droit au nom*, p. 88 et 89, et note sous arrêt précité, S. 02, 1, 353.

(3) Arrêt précité, *Gaz. pal.*, 13 août 1920.

maintenir ne sauraient être subordonnés à l'intention et à la volonté d'agir d'un simple particulier. Quant à l'argument tiré du principe que l'action du ministère public ne s'explique que par sa seule nécessité, il tombe lui-même du fait qu'il y a abstention du tiers intéressé ; cette nécessité ne fait pas défaut en présence d'intérêts particuliers mais inertes et refusant de s'éveiller. D'autre part, il est difficile de concevoir le trouble que pourrait apporter l'action toujours circonspecte du ministère public, dans les familles dont il sauvegarde les intérêts peut-être malgré elles mais en tous cas pour leur plus grand bien.

## CHAPITRE VI

### DE L'AUTORITÉ DE LA CHOSE JUGÉE

Une dernière question se pose, celle de l'autorité du jugement rendu en matière de nom. La règle de l'art. 1351 du Code civil est-elle ici applicable comme ailleurs, à défaut d'un texte proclamant le contraire, ou bien doit-on, eu égard à la nature particulière du litige résolu, faire fléchir la règle habituelle et tenir pour absolue l'autorité du jugement ? L'absence d'un texte spécial et de toute allusion à ce sujet dans les textes existants semble nous interdire de mettre en doute l'application du principe général. Par contre, la portée nécessaire et l'utilité qu'on est en droit d'attendre, pour l'avenir, de la décision rendue sur le nom ont fait opter la majorité des auteurs pour la thèse de l'autorité absolue.

L'argument fondamental de cette opinion est que le nom est indivisible. « Ce n'est pas une série de relations entre diverses personnes qu'on puisse ré-

gler différemment les unes des autres ; c'est un fait, un acte unique qui consiste à recevoir une appellation déterminée : nul ne peut en recevoir deux à la fois (1) ». Une personne est connue de toutes les autres par le même nom, elle ne peut être X pour l'une et Y pour l'autre. Donc toute décision qui aura déterminé cette dénomination, pour que celle-ci puisse être universellement reconnue et portée aux yeux de tous, doit être opposable même à ceux qui n'ont pas été parties dans l'instance. Et ceux-ci n'auront d'autre recours contre elle que la tierce-opposition. Les auteurs les plus absolus restreignent même l'exercice de cette voie de recours aux seuls cas de dol ou de fraude (2).

Les conséquences fâcheuses de cette théorie apparaissent immédiatement : les énonciations obtenues par un jugement auraient une valeur probante supérieure aux énonciations primitives et seraient irréfragables au bout de trente ans.

Pour éviter ce résultat, certains auteurs, de la même opinion, adoptent un système nuxte en faisant résulter, au contraire, de ce caractère d'indivisibilité du nom, une atténuation des conséquences qu'il comporte : « Le nom est indivisible, donc tout intéressé qui n'a pas été mis en cause peut intenter une nouvelle action ; la rectification obtenue par lui

(1) Planiol, *op. cit.*, n° 418.

(2) Planiol, *id.*, Demolombe, V, n° 310.

dans un second jugement est opposable à l'impétrant, malgré un premier jugement favorable à celui-ci (1)». Donc, tout tiers intéressé, désirant faire tomber l'effet du jugement pourra, à son choix, former tierce-opposition ou intenter lui-même une nouvelle action ; mais dès que la personne dont le nom est en litige échoue, sa défaite est absolue et générale (2).

Les partisans résolus de l'autorité relative du jugement contestent à ce système l'exactitude de son point de départ et concluent qu'en matière de nom, comme en tout autre, l'art. 1351 du Code civil doit s'appliquer. Le nom n'est pas indivisible, disent-ils, et peut très bien différer suivant les relations de diverses personnes entre elles. L'affirmation contraire procède d'une confusion entre la personnalité qui, elle, est indivisible, et son étiquette qui peut être différente dans des rapports sociaux différents. Si donc cette personnalité reste intacte, rien ne s'oppose à ce que la personne possède plusieurs appellations. Et, en pratique, nous assistons tous les jours à ce phénomène qu'un individu, connu des uns sous une certaine dénomination, est cependant désigné par d'autres d'un nom n'ayant aucune analogie avec le premier. Les éléments de la dénomination sont décomposables, une personne s'appelant

(1) Bouvy, *Des noms de personnes*, p. 53.

(2) Bouvy, *id.*, Baudry-Lacantinerie et Houcques-Fourcade, *Des personnes*, I, n<sup>os</sup> 955 et 956, Lallier, *op. cit.*, n<sup>o</sup> 177.

« X de Z » peut très bien n'être pour les uns que « X » et n'être pour les autres que « de Z », les exemples en sont fréquents. Donc le nom est parfaitement divisible et il doit en être de même du droit dont il est l'objet. En conséquence, plusieurs jugements, reconnaissant des droits à des noms différents, sont parfaitement admissibles et le principe de l'autorité relative doit s'appliquer à chacun d'eux.

On arrive, par cette théorie, au résultat suivant : Si Primus, réclamant un nom de Secundus, échoue, rien ne l'empêchera de renouveler cette réclamation à l'égard de Tertius, de Quartus, etc... Si Primus, réclamant un nom de Secundus, réussit, le jugement n'étant point opposable aux tiers, ceux-ci, sans avoir à recourir à la tierce-opposition, peuvent en refuser les effets à leur égard, et Primus sera obligé de renouveler contre eux une action semblable à la première. De même, si Secundus conteste son nom à Primus et réussit à lui interdire de le porter, celui-ci ne conserve pas moins son droit à ce nom vis-à-vis des tiers et peut encore les contraindre à le lui attribuer par une action en justice (1).

Ce système, très juridique, est loin cependant de satisfaire à l'équité, et si sa démonstration théorique est conforme aux principes généraux, elle n'en est pas moins répréhensible quant à certains effets fâcheux qu'elle ne peut éviter.

(1) Perreau, *Le Droit au nom*, p. 131 et suiv.

D'abord, le nom peut être divisible en fait, mais il est indivisible en droit. Une personne reçoit un nom par son acte de naissance ou par un jugement rectificatif postérieur, elle n'en reçoit pas plusieurs qu'elle ait le choix de porter à son gré, suivant les circonstances et suivant les tiers. Il est possible qu'en fait, ceci ait lieu, et La Bruyère ridiculisait déjà les gens qui avaient trois noms à leur usage : un pour la campagne, un pour la ville et un pour la cour. Mais ceci, en droit, ne doit pas être, et de ces trois noms, deux au moins étaient usurpés. Un seul, celui inscrit à notre état-civil, est le vrai et fait foi de notre dénomination jusqu'à preuve contraire. Si une personne, dont le nom énoncé à l'état-civil est exactement « X de Z »; est appelé par les uns « X » et par les autres « de Z », hors les usages mondains qui imposent certaines abréviations, les uns et les autres se trompent. C'est tellement vrai que, dans tous les actes officiels, la personne doit figurer sous son nom « X de Z », sans addition ni retranchement.

Et d'un fait erroné on ne peut conclure à un droit. Le nom étant indivisible en droit, il en sera de même du droit à ce nom. De plus, le droit au nom est un droit de la personnalité et si les droits de la personnalité sont opposables *erga omnes*, comment le droit à un nom, même et surtout reconnu par un jugement qui le consacre, ne le serait-il pas ? Après avoir développé la théorie des droits

de la personnalité, les partisans de ce système la contredisent formellement en méconnaissant le caractère principal de ces droits tel qu'ils l'ont proclamé (1).

D'autre part, on ne saurait admettre l'affirmation suivant laquelle les variations de nom ne nuisent pas à la personnalité qui resterait la même. Le principe, si durement acquis, de la fixité des noms subirait une grave atteinte et il nous est permis de douter qu'une personne puisse sans équivoque et sans danger de confusions fatales porter plusieurs noms différents. S'il en était ainsi, on imagine aisément de quelles complications nos rapports sociaux seraient empreints et surtout ceux nécessaires et obligatoires avec la puissance publique.

Selon nous, il faut distinguer suivant l'acte qui est l'objet de la rectification ; il faut distinguer également ce qui se passera en fait de ce qui pourrait se passer en droit :

1<sup>o</sup> La rectification de nom est faite dans un acte de l'état-civil. Dans ce cas, l'autorité du jugement dépendra de la valeur probante des énonciations obtenues. A notre avis, la foi due à ces énonciations est la même que celle qui s'attachait aux énonciations primitives. L'acte de l'état-civil, dans sa teneur

(1) Perreau, *Des droits de la personnalité*, *Rev. trim. dr. civ.*, 1909, p. 314.

primitive constituant une présomption légale et possédant une autorité absolue, doit garder ce même caractère et cette même autorité après son redressement par jugement. S'il en devait être autrement la rectification ne rendrait pas à ceux qui la poursuivent l'utilité qu'ils en attendent et qui consiste à pouvoir se servir d'un titre officiel comme s'il n'avait jamais été erroné. Ce ne sera donc pas, à proprement parler, le jugement de rectification qui sera opposé aux tiers, mais l'acte rectifié lui-même qui, du reste, ne sera plus délivré, dit l'art. 857 du Code de procédure civile, qu'avec les rectifications ordonnées. Mais, de même que la teneur primitive de l'acte a pu être attaquée, de même la teneur nouvelle est susceptible d'être combattue par la preuve contraire. C'est là ce que signifie l'art. 100 du Code civil, qui réserve les droits des tiers par suite du défaut de publicité (1).

En conséquence, d'après nous, la valeur probante de l'acte rectifié règle l'effet du jugement. Cette règle nous paraît ici d'autant plus juste que les actes de l'état-civil, en principe, font seuls preuve du nom, indivisible en droit, et nous donnent la mesure du droit dont il est l'objet, droit opposable *erga omnes*.

2° La rectification est faite dans d'autres actes.

(1) Cf. Petiet, « De la publicité en matière d'état et d'incapacité des personnes », *Rev. crit.*, 1887, p. 599 et note 1.

Ces actes n'ont par eux-mêmes aucune valeur probante du nom. Le principe de l'autorité relative de la chose jugée devra donc être appliqué à l'effet d'un jugement rectifiant le nom qu'ils énoncent. L'indivisibilité du nom étant sauvegardée en droit par l'acte d'état-civil, aucun danger de confusion ne menace la personnalité ; le nom, nous l'avons reconnu, est parfaitement décomposable en fait.

En pratique, l'effet fâcheux de deux jugements se contredisant ne se produira pas. L'identité de la personne est la même ; le seul nom qu'elle pourra porter et faire triompher dans ces actes sera celui énoncé à l'état-civil. Notons, en effet, que lorsqu'une personne revendique, par exemple, un nom ancien qu'elle prétend acquis par ses auteurs, elle doit pour pouvoir s'en servir, le faire insérer, par jugement rectificatif, dans son acte de naissance. Ce jugement obtenu, avec notre système elle pourra en imposer la reconnaissance à son notaire, au rédacteur d'une liste électorale, à l'éditeur d'un annuaire, à un tiers homonyme etc. Ceux-ci ne pourront lui refuser cette dénomination ; s'ils la refusent, ils seront certainement condamnés, comme défendeurs, dans une instance en réclamation de nom, à moins qu'ils ne prennent eux-mêmes l'offensive par une demande reconventionnelle ou une action en contestation s'ils ont qualité pour l'exercer. Par contre, si le réclamant n'a pu obtenir ce nom

par son action en rectification d'état-civil, il ne pourra en imposer la reconnaissance aux tiers. S'il veut les contraindre par une action en réclamation, il échouera certainement. Mais en admettant que, par impossible, il réussisse dans cette dernière action dirigée, par exemple, contre son notaire, le jugement obtenu ne sera opposable qu'à celui-ci. C'est, du reste, une hypothèse difficilement imaginable.

En définitive, le principe de l'autorité relative, qui n'est écarté par aucun texte en notre matière, doit l'emporter, mais sa rigueur doit être conciliée avec la nécessité de respecter la force probante, non moins rigoureuse des actes de l'état-civil.

Vu, le Boyen,  
F. LARNAUDE.

Vu,  
par le Président de la Thèse,  
R. PIEDELIÈVRE.

Vu et permis d'imprimer,  
Le Recteur de l'Académie de Paris,  
P. APPELL.



## TABLE DES MATIÈRES

---

|                                                                                                                      |    |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| INTRODUCTION . . . . .                                                                                               | 1  |
| CHAPITRE PREMIER. — <i>Le Droit au Nom</i> . . . . .                                                                 | 5  |
| § 1. — Nature du droit au nom. . . . .                                                                               | 5  |
| § 2. — Fondement du droit au nom . . . . .                                                                           | 9  |
| CHAPITRE II. — <i>Règles Générales et Caractères Particuliers des Actions sanctionnant le Droit au Nom</i> . . . . . | 17 |
| § 1. — Compétence et procédure . . . . .                                                                             | 19 |
| § 2. — Différences avec certaines actions similaires. . . . .                                                        | 22 |
| CHAPITRE III. — <i>Action en Réclamation de Nom</i> . . . . .                                                        | 27 |
| § 1. — But et champ d'application. . . . .                                                                           | 27 |
| § 2. — Conditions . . . . .                                                                                          | 32 |
| I. — Conditions relatives au droit du demandeur . . . . .                                                            | 33 |
| II. — Conditions relatives au refus du défendeur. . . . .                                                            | 49 |
| III. — Conditions relatives à l'intérêt du demandeur . . . . .                                                       | 50 |
| IV. — Conditions relatives à la qualité du demandeur . . . . .                                                       | 52 |
| CHAPITRE IV. — <i>Action en contestation de Nom.</i> . . . .                                                         | 58 |
| § 1. — But et champ d'application . . . . .                                                                          | 58 |
| § 2. — Conditions . . . . .                                                                                          | 61 |
| I. — Conditions relatives au droit du demandeur . . . . .                                                            | 62 |

|                                                                |    |
|----------------------------------------------------------------|----|
| II. — Conditions relatives à l'usurpation . . .                | 65 |
| III. — Conditions relatives à l'intérêt du demandeur . . . . . | 67 |
| IV. — Conditions relatives à la qualité du demandeur . . . . . | 71 |
| CHAPITRE V. — <i>Rôle du Ministère Public</i> . . . . .        | 76 |
| CHAPITRE VI. — <i>De l'Autorité de la Chose Jugée</i> . . .    | 85 |



